

MARCHAIS:
auto-critique
bien
calculée

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 683 - 4 juillet 1981 - prix : 5 F

Affaire Willot: le gouvernement



a changé
mais
le capitalisme
continue

Éditorial P.3



A bas
la dictature
sanglante
d'Hassan II

P.10 et 11

sommaire

En France

Marchais : une autocritique bien calculée.

Maire rappelle qu'il faut compter avec la CFDT.

- Elf-Aquitaine: entreprise d'Etat ou multinatio-

UDF, radicaux, centristes : la difficulté d'être.

- BNP Barbès ; Citroën Saint-Ouen.

Pages 8 et 9:

- Dans les entreprises: Chausson (Creil-Oise); Hispano-Suiza (Bois-Colombes); Peugeot (Sochaux -Pont-de-Roide); Etablissements David (Oyonnax); APC (Toulouse); CKD Renault (Grand-Couronne).

Page 13:

- Mayer-Laniel: les derniers gouvernements du septennat de Vincent Auriol.

Page 14:

- La torture sous le gouvernement Guy Mollet.

Dans le monde

Pages 10 et 11:

- Maroc : A bas la dictature de Hassan II!

· Un régime mis en place par l'impérialisme.

· Une colère suscitée par la misère.

La sale guerre au Sahara occidental.

Une opposition tantôt tolérée tantôt combattue.

- Espagne : « l'accord national sur l'emploi » : un pas de plus des grandes centrales syndicales dans la collaboration avec le patronat et le gouver-
- Italie: Spadolini, un gouvernement... jusqu'à la prochaine crise.

Page 20:

- Israël: les élections à qui perd gagne.
- Iran : après les attentats.

Culture

Livres: Procès politiques à Prague de Karel Kaplan; Mon frère Chilpéric de Paul Murray Kendall; Les fils de la liberté de Louis Caron.

Pages 18 et 19:

- Films : Charulata ; Cousine, je t'aime ; Chambre d'hôtel; New York 1997; Pétrole! Pétrole!; Shogun ; l'œil du témoin.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition: PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression: Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

en bref

Tout pétrole ou tout nucléaire : c'est le même prix !

La France est, paraît-il, en train de conquérir son indépendance énergétique grâce à la construction des centrales nucléaires. Il n'empêche que les tarifs de l'électricité viennent de faire un sacré bond!

Cela serait dû, nous dit-on, au fait que pour s'équiper et construire les centrales nucléaires, il fallu emprunter qu'aujourd'hui, EDF doit faire face, pour rembourser, à l'augmentation des taux d'intérêts sur les marchés financiers et au cours du dollar.

Pour ne pas avoir à subir la répercussion des hausses décidées par les pays producteurs de pétrole, il faudrait posséder ses propres sources d'énergie. Soit. Le hic, c'est que l'électricité nucléaire est peut-être en train de devenir indépendante du prix du pétrole, mais qu'elle ne l'est pas du tout de la hausse des taux d'intérêts.

Alors, dans tout cela, il n'y a bien que les financiers qui comprennent en quoi l'indépendance d'EDF par rapport au pétrole est un mieux pour l'usager. Car pour nous, consommateurs, dans un cas comme dans l'autre, il nous faut toujours mettre la main à la poche.

ETRE INDÉPENDANT DU PÉTROLE C'EST BIEN, INDÉPENDANT DU DOLLAR PEUT-ETRE, MAIS MOI, JE VOUDRAIS ETRE INDÉPENDANT DES FACTURES DE L'EDF.



Gaz-Electricité: On a gagné!

Les tarifs de l'électricité et du gaz sont augmentés respectivement de 15 % et 17 % en moyenne. Avec ces hausses, auxquelles s'ajoute celle des loyers, entre 10 % et 13 %, les prochaines quittances vont être dures à digérer.

Le nouveau gouvernement avait dit qu'il ferait payer les riches. Vu ce qu'il vient de décider de nous faire payer à nous, les riches doivent être à plaindre! Qu'est-ce qu'ils vont pren-

A moins que le changement, cela ait voulu dire que nous sommes tous devenus riches et donc qu'à l'avenir, ce sera, comme d'habitude, à nous de payer...

Coucou, les revoilà

Jean-Pierre Abelin, ex-député UDF de la Vienne, battu par Edith Cresson, n'aura pas besoin de pointer à l'ANPE: il retrouve son poste d'adjoint de direction à la Banque de France. Gérard Longuet, ex-député RPR de la Meuse, a une place toute chaude: administrateur civil au ministère de l'Intérieur. Et quant à Pierre Aigrain, il se réinstalle dans ses modestes fonctions de directeur général du groupe Thomson, qu'il avait quitté pour devenir secrétaire d'Etat à la Recherche dans le dernier gouvernement Barre. Ça va pour lui,

Bref, on a chassé la droite...

Enfin, un tiercé gagnant

En trois jours, la grève des employés du Pari Mutuel Hippodrome (PMH), déclenchée à Longchamp dimanche dernier, s'est terminée par un succès de tous les employés. Et cela alors que, depuis des mois, ils réclamaient vainement aux dirigeants des sociétés de courses le maintien de leurs avantages acquis, en particulier sur les jours de repos et sur les salaires.

Il est vrai que les dirigeants des sociétés de courses avaient intérêt à galoper pour trouver une solution au conflit. L'Etat aussi d'ailleurs, qui envoya sans tarder un médiateur, représentant du ministère du Travail! Cette grève a en effet fait perdre aux caisses du PMH quelque 230 millions de francs actuels, dont 20 % revenaient à l'État!

Au bout de ces quelques jours



où ni les financiers des hippodromes ni le fisc n'étaient dans la course, eh bien, il y a aujourd'hui, comme gagnants sur le ligne d'arrivée, les employés du PMH... sans oublier tous les turfistes qui, à ne pas jouer, ont encore trouvé là la meilleure façon de ne pas per-

Heureux célibataires



Le ministère du Travail vient de publier de nouvelles statistiques selon lesquelles, entre avril 1980 et avril 1981, le pouvoir d'achat des ouvriers célibataires aurait augmenté de 1,8 % en

province.

à démontrer qu'au fond cela n'allait pas si mal que cela sous l'ancien gouvernement? Mitterrand et Mauroy seraient-ils trahis par l'un de leurs ministres? Ou alors, est-ce là une façon de nous préparer à l'idée qu'il n'y a aucune raison d'augmenter les salaires puisque cela va si bien pour les travailleurs célibatai-

région parisienne et de 1,5 % en

ministère du Travail tendrait-elle

Cette statistique du nouveau

Plus égaux que les autres? Par un accord entre les syndil'arroseur arrosé

Jacques Amsellem, décoré entre autres médailles de la du 15 juillet : ils passent ainsi de Légion d'honneur, président de 50 F à 55 F pour le généraliste, nombreuses sociétés et chaînes de 70 à 75 F (80 F au 15 octobre) de grands magasins et P-DG pour le spécialiste, et de 102 F à depuis 1973 de la Société géné-125 F pour le neuropsychiatre. rale d'achat et de répartition Quant aux visites à domicile, (SOGAR) qui gère une quinzaine elles seront majorées à partir du de Prisunic, ne serait donc qu'un vulgaire escroc: depuis 1976, à l'aide d'une comptabilité truquée, il aurait réussi à détourner plus d'un milliard de centimes des caisses des sociétés Prisunic vers les siennes, et le fisc s'en donnerait aujourd'hui à

Dur retour de manivelle pour Amsellem qui, quelques mois plus tôt, avait embauché un détective privé spécialisé dans la surveillance des grands magasins pour empêcher, justement, que des vols soient commis dans ses Prisunic!

cœur joie pour éplucher ses

comptes.

A croire vraiment qu'Amsellem a tenu à vérifier jusqu'au bout la véracité du dicton « On est jamais si bien servi que par soi-même »!

Le pourcentage d'augmentacats médicaux et la Sécurité tion des revenus des médecins sociale, les médecins ont obtenu sera d'environ 10 %... le même l'augmentation des tarifs médique pour le smicards. caux des consultations à partir

> Voilà de quoi faire envie à tous les salariés du bas de l'échelle, eux qui ne dépassent que d'un peu le SMIC et qui n'auront pas droit à des pourcentages de relèvement équivalents. Qu'en pensent en particulier les fonctionnaires avec leurs 3,4 % ?

> > Adresse:....

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

pour une période de un an : 150 F pour une période de six mois : 85 F LUTTE DE CLASSE (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière) pour une période de un an : 50 F CEUX DU TECHNIQUE (mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte

oour une période de un an : 10 F si-joint la somme totale de : francs	Code postal :	

Joindre la somme par chèque ou mandat lettre à	Pordes de Mishel De di	

hèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 (1) Rayer les mentions inutiles

L'affaire Willot:

Le gouvernement a changé mais le capitalisme continue

La faillite de l'ex-empire Boussac, racheté il y a trois ans par les frères Willot, place Mitterrand et le nouveau gouvernement devant un premier problème social d'importance puisque c'est l'emploi de 20 000 travailleurs qui est en jeu dans le Nord et les Vosges

en particulier.

Le licenciement des travailleurs employés par Boussac Frères, sans compter la fermeture d'entreprises soustraitantes aggraverait considérablement le problème de l'emploi dans ces régions déjà fortement touchées par le

chômage.

L'affaire est d'autant plus exemplaire que la propriété de l'ex-empire Boussac ne s'évanouit pas dans l'anonymat d'inextricables participations financières ou dans un écheveau d'intérêts impersonnels impossible à démêler, comme c'est le cas pour la plupart des grandes sociétés

Non. Ici les propriétaires sont connus. Les frères Willot sont même bien connus pour la rapidité avec laquelle ils ont bâti leur fortune et ce n'est pas un mystère qu'ils possèdent aussi outre des intérêts aux Etats-Unis et en Belgique, le Bon Marché, la Belle Jardinière, Conforama et par l'intermédiaire de ce Boussac Saint-Frères dont ils veulent se débarrasser, Christian Dior, parfums et hautecouture, et Peaudouce.

Et certaines de ces entreprises-là tournent bien et par-

fois même très bien.

Et pendant que les frères Willot s'enrichissent dans la haute couture ou les grands magasins, ils ferment leurs

Il n'y a que trois ans qu'ils ont racheté pour rien l'empire Boussac en promettant de maintenir les emplois. Pendant trois ans, ils ont empoché des subventions du gouvernement mais ils ont licencié 5 000 personnes. Pendant trois ans, ils n'ont pas investi un sou dans cette branche, mais ils y ont au contraire effectué toutes les ponctions possibles. Aujourd'hui, ils ne laissent que des dettes. Ils mettent la clé sous la porte et disent au gouvernement de s'en débrouiller.

Editorial -

Le gouvernement va-t-il entériner l'opération ? Peutêtre pas car le scandale, cette fois, est patent parce que les propriétaires sont identifiables.

Mais le cas des frères Willot ne fait qu'illustrer la façon dont fonctionne le capitalisme : quand on ferme une usine, c'est tout simplement pour aller faire des profits ailleurs et tant pis pour les travailleurs concernés. C'est là la loi du capitalisme. Et c'est bien là le problème. Car si le nouveau gouvernement respecte le capital et ses lois, il aura bien du mal à tenir ses promesses envers les travailleurs, en particulier à empêcher les licenciements et à résorber le chômage.

Même les nationalisations ne suppriment pas le capitalisme. On vient précisément d'en avoir un exemple cette semaine avec Elf-Aquitaine, cette entreprise appartenant à l'Etat, qui vient de décider de racheter une compagnie pétrolière américaine, investissant ainsi aux Etats-Unis les milliards de profits qu'elle a prélevés ici, sur le dos des

Oh, bien sûr, on nous explique que c'est un bon calcul et que l'opération sera rentable. Rentable, oui, du point de vue des profits. Mais pour les chômeurs d'ici, en quoi est-

ce une bonne chose?

Non, il ne suffira pas à Mitterrand de nationaliser quelques grandes entreprises pour pouvoir tenir ses promesses. Ou bien il accepte de s'en prendre au capitalisme luimême et il réorganise toute la production en fonction des intérêts de la population et des intérêts des travailleurs. S'il s'y refuse, il laissera toute une partie de la société vivre au rythme des faillites, du chômage et de la misère tandis que l'autre partie continuera sinon à s'enrichir du moins à ne pas trop souffrir de la crise. Il se contentera comme ses prédécesseurs, d'anesthésier les victimes. Et il n'y aura rien de changé.

On s'en rend compte avec les hausses du gaz, de l'électricité, des loyers que vient de décider le gouvernement et celles qui sont à venir, dans les transports en parti-

Comme par le passé, le gouvernement dit qu'il n'y peut rien parce qu'on est dépendant de la hausse des taux d'intérêt, du prix du pétrole, des dettes du gouvernement précédent et de la crise internationale.

Qu'y-a-t-il alors de changé pour les travailleurs et les consommateurs avec un gouvernement qui se dit socialiste? Eh bien pas grand-chose, parce que ce gouvernement veut gérer les affaires de la société capitaliste et dans ce cas il ne pourra pas changer l'inhumanité de son

Peut-être que pour l'ex-empire Boussac, le gouvernement trouvera des palliatifs pour éviter la colère des travailleurs. Peut-être même trouvera-t-il une solution à plus ou moins long terme. Tout comme le précédent gouvernement avait gagné trois ans en faisant racheter Boussac en faillite par les frères Willot justement. Mais que fera-t-il lorsque d'autres patrons ou d'autres groupes financiers se lanceront à leur tour dans la même manœuvre ? Trouvera-til des solutions qui ne lèsent pas les intérêts des travail-

Eh bien, à notre avis, il en trouvera d'autant plus qu'il aura plus à craindre les réactions des travailleurs!

sime et se

Arlette LAGUILLER emeile

L'interview de Mitterrand au « Monde » :

LA ROSE ET LA CROIX DE LORRAINE

Dans un interview au journal Le Monde du 2 juillet, Mitterrand a développé quelques points de son programme et quelques réflexions sur sa réussite électorale, ses options et ses projets.

Au cœur de l'entretien, il y avait la place faite par Mitterrand aux quatre ministres communistes. Là, Mitterrand s'est expliqué : « L'un de mes interlocuteurs, dit-il, s'étonnait récemment : « Vous avez la majorité absolue et vous prenez des ministres communistes? ». J'ai répondu: « Raison de plus ».

Mitterrand a redit là, une fois de plus, ce qu'il ne cesse de répéter à la bourgeoisie : son choix de prendre des ministres communistes ne signifie pas qu'il entend soumettre sa politique à celle du PCF. Bien au contraire, il permet à Mitterrand de limiter la liberté de critique et la marge de manœuvre du PCF qui, associé au pouvoir de par le bon vouloir de Mitterrand, a d'autant moins de moyens de pression sur le gouvernement que le Parti Socialiste n'a pas besoin de lui pour constituer une majorité.

Et Mitterrand y est allé de son évocation de De Gaulle. Lui aussi, expliqua-t-il « a eu besoin de tout le monde. C'était la guerre. Aujourd'hui, c'est la crise, j'aurai besoin de tout le monde ». L'ombre du général défunt n'a d'ailleurs pas plané qu'à ce moment de l'interview. Un peu plus loin, évoquant les réticences de l'administration américaine à l'entrée de ces mêmes ministres communistes au gouvernement, Mitterrand y est allé d'un couplet à la De Gaulle en affirmant : « Sans rodomontades, la poli-

tique de la France se détermine en France et il ne serait pas admissible que le chef de l'Etat se laissât conduire par d'autres considérations que celles qu'il estime de l'intérêt de la France et des Français ».

Mitterrand ne fait peut-être pas de rodomontades mais en tout cas il tient à s'expliquer très, très clairement visà-vis de la bourgeoisie française et des dirigeants américains sur la place exacte des ministres du Parti Communiste dans sa politique.

Henriette MAUTHEY

La Lutte de Classe nº 86 de juillet-août est sortie.

Au sommaire:

- La gauche dans le moule de la Ve République.
- La longue marche du Parti Communiste Français.
- L'extrême-gauche dans les législatives (résultats et analyse).

Mitterrand à Luxembourg:

Ménager les travailleurs, sans déplaire aux patrons

Lundi et mardi dernier, Mitterrand participait au Conseil européen de Luxembourg en présence des neuf autres chefs d'Etat de la Communauté. Et cela a été une nouvelle fois l'occasion pour Mitterrand de se faire valoir comme l'homme du changement social.

Voulant se donner une image plus progressiste et libérale que celle de son prédécesseur Giscard qui souhaitait la mise en place d'un « espace judiciaire européen » — c'est-à-dire d'une Europe de la répression — Mitterrand a développé l'idée d'un « espace social européen », qui permettrait aux différents pays

de la Communauté de bénéficier des mêmes avantages sociaux face à la crise.

Il s'agit de demander aux autres pays d'Europe de prendre, parallèlement à la France, des mesures de réduction du temps de travail, d'abaissement de l'âge de la retraite, afin de faciliter les choses aux patrons et à l'Etat français.

En effet, Mitterrand ne souhaite pas que le coût des mesures sociales qu'il compte prendre pèse sur l'économie et rende les entreprises françaises moins compétitives face à leurs concurrents du Marché commun. Il ne fait peut-être pas, comme Giscard, de l'accord de ses partenaires européens un préalable aux 35 heures, mais il s'emploie à convaincre ceux-ci d'adopter la même attitude que lui.

Une chose est certaine: Schmidt et Thatcher ont écouté poliment Mitterrand. C'est une autre affaire de savoir s'ils le suivront sur ce terrain. En tous cas, Mitterrand est apparu comme le chantre de l'Europe sociale, et cette fois ce n'est pas le CNPF qui le lui reprochera, puisqu'il n'y a rien de tel pour arranger ses propres patrons que de demander aux autres de faire du social. Stéphane HENIN

Faire payer ceux qui travaillent pour ceux qui chôment, ou faire payer le capital ?

Le Conseil d'administration de l'UNEDIC (l'assurance chômage) s'est réuni le 1er juillet pour résoudre un problème de fonds : celui de trouver 6 milliards d'ici la fin de l'année. Mais rien n'a été décidé et une nouvelle réunion est prévue pour septembre. Le président de l'UNEDIC, M. René Bernasconi (représentant des petites et moyennes entreprises), après le vice-président, André Bergeron, de FO, avait tiré à son tour le signal d'alarme.

Le nombre des chômeurs secourus est passé à 1 316 518 au 31 mai, soit une augmentation de 42,3 % par rapport à l'année dernière. De plus, une revalorisation automatique des indemnités doit intervenir au 1er octobre prochain. Ce qui fait que les dirigeants de l'UNEDIC prévoient qu'ils manquera d'ici la fin de l'année près d'un mois et demi de cotisations.

Celles-ci sont pour l'essentiel le produit des retenues sur les salaires (72 %), le reste (28 %) est la contribution de l'Etat. Depuis deux ans, la cotisation est de 3,6 % (2,76 % de part dite patronale et 0,84 % prélevés directement sur le salaire brut).

Le système des ASSEDIC, qui fonctionnait à l'origine avec une cotisation dix fois plus faible, lorsqu'il a été créé en 1958, va bien pour des périodes de faible chômage, mais ne peut se maintenir en période de crise, où le nombre des sans-travail va croissant, qu'en augmentant sans cesse la cotisation sur les salaires.

Chaque fois qu'il est question d'augmenter les cotisations, le patronat lève les bras au ciel et déclare que les entreprises ne peuvent plus payer, qu'elles veulent bien qu'on continue à indemniser les chômeurs, à condition que ce soient les cotisations ouvrières seules qui augmentent, ou que ce soit l'Etat qui paye.

Lors de la réunion du 1er juillet, les syndicats ont proposé de passer la cotisation de 3,6 % à 4 %, ce que les représentants patronaux ont refusé.

Augmentation de l'essence :

Alors restent les solutions qui consistent à détrousser un peu plus encore ceux qui travaillent, plutôt que de s'attaquer au responsable : le capital. C'est ainsi que, sous couvert de solidarité avec les chômeurs, l'idée de faire cotiser les fonctionnaires, les travailleurs des entreprises nationalisées, et même les travailleurs indépendants, avait été émise.

Cette proposition sera-telle retenue? C'est une autre affaire. Mais d'une façon ou d'une autre ce serait encore ceux qui ne vivent que de leur travail qui seraient rançonnés.

Pourquoi faire payer ceux qui travaillent pour ceux qui chôment? Il vaudrait mieux répartir le travail entre tous que de répartir la paye de ceux qui font quarante heures et plus.

Mais pourquoi faire ce que le bon sens exigerait, quand faire ce qui est aberrant rapporte à ceux qui tiennent les rênes de l'économie?

Odette DYLAN

Les déclarations de Defferre :

Pas de quoi inquiéter la police

Le nouveau ministre socialiste de l'Intérieur, Gaston Defferre, a profité de la cérémonie de sortie de la 31º promotion des commissaires, vendredi 26 juin, pour mettre les points sur les «i». En effet, à en croire la presse, le raz-de-marée socialiste des présidentielles puis des législatives aurait provoqué des vagues dans la police. Certains officiers, selon la Fédération nationale autonome des commandants et officiers de police citée par Le Monde du 27-28 juin, se seraient vus taxés de « despotisme et de mandarinat ». Et selon Le Figaro du 27-28 juin, les propos de Delaplace, dirigeant de la Fédération autonome des syndicats de police, dénonçant « le nombre important de chefs de service, commissaires de leur état, qui se sont fourvoyés dans le racket, le proxénétisme, dans les opérations de basse politique, dans des missions qui ont parfois mis en péril la démocratie », auraient provoqué une véritable tempête.

Mais, pour le ministre de l'Intérieur, on ne déballera pas le linge sale sur la place publique : « Les syndicats ont demandé des têtes: je n'en ferai pas tomber », a-t-il déclaré. Pas de « chasse aux sorcières », a-t-il dit, ajoutant quand même: « Cependant il est normal de tenir compte de ceux qui en ont trop fait, qui ont dépassé leur rôle et qui, par leur comportement, ont brimé l'avancement de certains qui ne pensaient pas comme eux ».

On verra peut-être plus de syndicalistes à des postes de responsables, plus de commissaires socialistes, mais attention: pas de bousculade dans les rangs! Et verra-t-on moins d'exactions couvertes au nom du service de l'Etat? Rien n'est moins sûr.

Defferre affirme: « Je récompenserai ceux qui m'ont obéi. Je punirai ceux qui ne l'ont pas fait. En contrepartie je prendrai mes responsabilités: en cas de difficultés, je couvrirai ».

Les pandores peuvent donc en conclure pour le moment qu'il vaut mieux pencher la matraque à gauche, mais aussi qu'ils pourront continuer à la manier en toute tranquillité.

Nelly MEYER

Une voyageuse accidentée dans le RER:

Sécurité ne rime pas avec RATP

Ça au moins, ça roule!

Le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle hausse de l'essence de 6 centimes par litre pour la fin juillet. Le litre de super devrait coûter cet été au moins 3,98 F.

Cette fois-ci, ce n'est ni à cause de la hausse du dollar, ni à cause des compagnies pétrolières qui augmentent leur tarif. C'est la taxe sur l'essence prélevée par l'Etat qui passe de 2,04 F à 2,10 F par litre. Pourquoi, alors, ces six centimes supplémentaires?

Parce que le gouvernement a simplement décidé d'augmenter de 910 millions l'aide aux entreprises au titre de la relance économique, et qu'il couvrira ainsi cette rallonge.

On prendra donc un peu plus dans la poche des automobilistes pour renflouer la caisse des patrons. Depuis l'entrée en fonctions de Mitterrand, le 21 mai dernier, cela fait déjà 7,71 milliards d'impôts qui sont ainsi directement versés dans la poche des patrons. Pour ne pas être chômeurs, on va payer l'essence un peu plus cher. Et puisqu'en plus de notre travail nous leur donnerons de l'argent, les patrons auront de quoi nous payer. Il suffisait d'y penser!

L.G.

Fractures du bassin, des jambes et du bras gauche après avoir été traînée sur 50 mètres par le RER: voilà ce qui est arrivé, à une heure d'affluence, à une voyageuse, le 1er juillet dernier. Comme elle descendait d'un wagon au dernier moment, son imperméable était resté pris dans la portière alors que la rame se mettait en marche.

Aujourd'hui, la RATP s'interroge sur les raisons qui ont permis un tel accident et, bien sûr, sur les responsabilités. Mais c'est elle-même qui déclarait — d'après le journal France-Soir du 2 juillet — : « Dans le RER, le conducteur doit lui-même commander le départ. En même temps, il doit maintenir la commande de blocage des portes

pendant 17 secondes ». L'employé a donc deux manœuvres à effectuer en même temps, deux manœuvres qui requièrent chacune, au même moment, autant d'attention; ce qui, en toute logique, semble quand même bien difficile à réaliser. Et la RATP le sait parfaitement bien. Mais cela ne l'empêche pas de poursuivre une politique de rentabilité au détriment de la sécurité, qui se traduit en particulier par des économies de personnel, notoirement insuffisant.

C'est bien pourquoi c'est, encore une fois, du côté de la RATP que se situent les raisons et les responsabilités de ce nouvel accident.

L.P.

43 HILAM STEAMER

levalt elle de la provocation

Autocritique lesuite que de

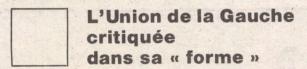
pour pouvoir en nier a paternite.

Marchais:

une autocritique bien calculée

Le rapport de Marchais au Comité central du Parti Communiste du 26 juin a tranché sur le ton d'autosatisfaction habituel du genre et, une fois n'est pas coutume, Georges Marchais a pris l'initiative d'une autocritique de la politique du Parti. C'est là une façon de répondre par avance aux questions nombreuses qui peuvent se poser dans le Parti à la suite du double échec électoral retentissant que celui-ci vient de subir.

Mais l'un des aspects les plus frappants du rapport de Marchais, c'est qu'il vise à dégager les responsabilités immédiates de la direction du Parti en présentant les revers subis comme l'aboutissement de toute une évolution de la politique du Parti, d'une longue série de choix politiques qui s'inscrivent dans cette évolution et qui remonte au moins à 1965, si ce n'est à 1956. Georges Marchais n'estime-t-il pas que « lorsqu'on examine toute cette période (1956-1976), on constate que nous n'avons répondu à tous ces problèmes qu'avec un retard considérable ». Marchais regrette par là que le PCF n'ait pas été aussi rapide que le PC Italien, par exemple, à se dégager de l'héritage du passé.



En ce qui concerne la stratégie de l'Union de la Gauche proprement dite, ce n'est pas l'attitude du PC en 1977, au moment où celui-ci rompit l'union qu'il critique. Au contraire: « une capitulation de notre part aurait signifié un abandon délibéré du Programme Commun signé en 1972 ». « Il y a de bonnes raisons de penser que (cela) ne nous aurait pas placés dans une situation meilleure qu'aujourd'hui. A la différence que, dans cette hypothèse, nous aurions souscrit, avant même de nous battre, à des positions qui ne sont pas les nôtres... ».

Marchais condamne par là toutes les critiques des communistes ou ex-communistes qui reprochent au PC la rupture avec le PS et ce qu'ils appellent la ligne Marchais.

Selon Marchais, si erreur il y a c'est plus loin en arrière qu'il faut remonter pour en dépister les origines, jusqu'à la première élection présidentielle au suffrage universel, en 1965. A cette époque, comme en 1974, le Parti Communiste aurait dû présenter son propre candidat, déclare-t-il, et même en 1969, où il a présenté Jacques Duclos, il a eu tort d'essayer de trouver une candidature d'Union de la Gau-

« La démarche qui fut la nôtre

a abouti à ce que nous cautionnions nous-mêmes l'idée que le parti devait s'effacer en tant que tel pour que le changement puisse aboutir en France ».

Il critique aussi l'accord du Programme Commun de gouvernement entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste signé en 1972, ce programme ayant favorisé « des illusions sur le Parti Socialiste ». « Nous avons nousmêmes contribué à ce que celles et ceux qui souhaitaient ce changement prennent beaucoup plus en compte l'existence même du Programme Commun (...) plutôt que le contenu de ce programme ». Et c'est ce qui expliquerait que bien des électeurs n'aient pas compris la rupture de l'Union de la Gauche en septembre 1977, au moment des négociations sur la réactualisation du Programme Commun.

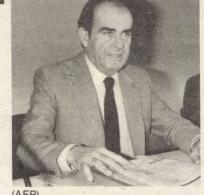
Mais, si le contenu du programme est bien plus important que l'existence même d'un Programme Commun de gouvernement, on se demande comment Marchais explique qu'il est juste, aujourd'hui, de signer un accord de gouvernement, d'envoyer des ministres appliquer cet accord, en abandonnant les points jugés si importants auparavant, et en souscrivant entièrement au programme de Mitterrand!

L'Afghanistan: un malheureux hasard

Quant aux aspects ponctuels de la politique du PCF, la prise de position sur l'Afghanistan, l'affaire de Vitry ou la campagne anti-drogue, par trop récents pour pouvoir en nier la paternité,

Marchais se livre à un chef-d'œuvre d'acrobatie pour tenter d'en reconnaître les résultats nocifs tout en se cherchant des excuses.

Autocritique jésuite que de



dire « certaines de nos prises de position elles-mêmes ont favorisé les mauvaises interprétations de nos intentions réelles, de nos objectifs véritables »!

C'est ainsi qu'on apprend aujourd'hui que si en janvier 1980, quelques semaines après l'intervention russe en Afghanistan, « il s'est trouvé » (sic) que Marchais rencontre Brejnev à Moscou, ce n'était que pur hasard. Il a fallu un an et demi à Marchais pour se rendre compte que, le hasard faisant mal les choses, dans le contexte politique du moment, sa déclaration à la télévision en direct de Moscou pouvait apparaître comme un geste d'approbation de la politique soviétique!

Marchais nous apprend aujourd'hui, qu'alors que l'Afghanistan faisait toute l'actualité, ce n'était pas cela l'important, mais un paragraphe du communiqué commun avec le Parti Communiste soviétique d'URSS faisant état du désaccord du PCF sur l'intervention en Tché-coslovaquie... douze ans plus

C'est à tort que cette rencontre a été interprétée « comme le signe d'un réalignement total de notre parti sur les positions soviétiques, ce qui est exactement le contraire ». Bel exercice de réécriture de l'histoire!

Travailleurs immigrés : une politique « pas sans défaut »

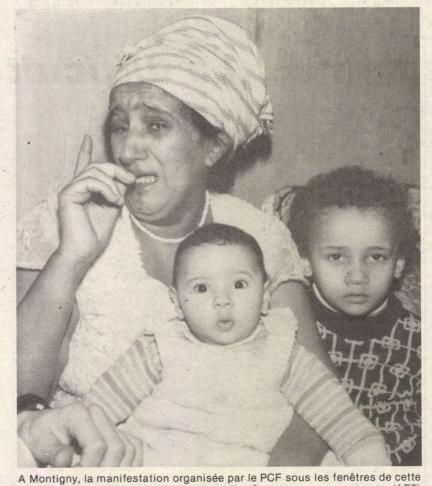
Quant à l'affaire des travailleurs émigrés, Marchais commence certes, à se poser en victime: « Nous avons été victimes d'une provocation pure et simple et ensuite d'une dénaturation des faits afin d'inverser les responsabilités ». Mais il est tout de même amené à reconnaître une part de responsabilité, sinon à lui-même, du moins à certains membres du parti: « Nous ne disons pas que toutes les initiatives qui ont été prises - que ce soit face aux problèmes que pose la constitution de véritables ghettos de la misère pour les familles immigrées ou encore face à la montée du trafic et de la consommation de la drogue - aient été sans défaut » (...). « Peut-être cela a-t-il conduit à tenter de résoudre les problèmes des gens à leur place et sans eux ». Tiens donc! Le PCF ne justifiait-il pas jusque-là toutes ses initiatives en prétendant qu'il avait agi à la demande de la population et appuyé par elle?

Sur la situation actuelle, Marchais reprend ce que dit et écrit le PCF depuis plusieurs semaines. Il insiste sur la nécessité de la solidarité avec le Parti Socialiste et la politique gouvernementale à tous les niveaux, y compris dans les entreprises.

Il déclare au passage: « Moins que jamais, nous ne pouvons nous satisfaire d'actions qui seraient entreprises sans être menées à terme et qui risqueraient de n'apparaître que comme de l'activisme, de l'agitation stérile ».

En fait le Parti Communiste s'apprête à mettre tout son poids dans le pays au service du nouveau gouvernement. C'est dire qu'il demandera, pas seulement à ses ministres, mais à tous ses militants de jouer le jeu. Et cette politique-là, il n'est pas question pour Marchais qu'elle soit remise en cause par un débat dans le parti.

Philippe NATTIER



mère de famille relevait-elle de la provocation?

DIRECTION DU PCF SANCTIONNE AVANT DE DISCUTER

La direction du Parti Communiste a bien annoncé que la discussion était ouverte dans le parti, mais en attendant ce sont les portes d'un certain nombre d'instances dirigeantes régionales qui se sont ouvertes pour faire sortir plusieurs responsables locaux invités du même coup à se contenter de mener la discussion, à la base et dans le cadre défini par la direction du

Après que Fiszbin, conseiller de Paris et ancien premier secrétaire de la fédération communiste de Paris et dix autres membres du comité fédéral de Paris, ont été exclus du comité fédéral, c'est Roger Fajnzylberg qui, dans les Hauts-de-Seine se retrouve à son tour privé de sa responsabilité de membre du comité fédéral de son département. Et d'autres suivront peut-

Dans chacun de ces cas, la direction du PCF invoque les mêmes prétextes en accusant les membres démis de mettre sur pied une activité fractionnelle et de vouloir soumettre la discussion à des « pressions imposées de l'extérieur ». En tout cas une chose est claire, avant de commencer à discuter la direction du PCF a commencé par faire le ménage.

La politique de zig-zag du Parti Communiste depuis plusieurs années, avec les résultats désastreux sur le plan électoral que l'on sait, soulève certainement des critiques et en tous les cas des interrogations au sein

du parti. Quelle que soit l'appréciation que la direction du parti porte sur sa propre politique intérieure, elle ne veut pas apparaître sur la défensive, avoir l'air de céder à la pression de la base et d'être mise en cause par d'autres qu'elle-même. Des discussions? Oui, dit Marchais! Mais parce que la direction du parti elle-même l'a voulu ainsi, pas parce que cela lui était imposé.

Se « social-démocratiser » ne signifie assurément pas se démocratiser!

Une fois de plus ces mises à l'écart de responsables ne sont pas le résultat d'un vaste débat où la base du parti trancherait entre les positions divergentes et choisirait ses responsables. Elles sont, comme celles qui les ont précédées, le résultat de manœuvres bureaucratiques visant à limiter et stériliser la caricature de débat qu'instaure et impose la direction pour reprendre les choses en mains.

La lecture des positions défendues par Fiszbin et ses partisans montre, c'est vrai, que ces dirigeants-là ne sont pas plus proches des travailleurs que Marchais. Si Fiszbin et ses partisans tiennent aujourd'hui à affirmer que « la ligne unitaire n'est pas responsable de l'affaiblissement du parti », s'ils reprochent à Marchais ses cours sectaires, c'est parce qu'ils pensent que le PCF se serait trouvé en meilleure position pour négocier avec Mitterrand des postes de ministres, des sièges de responsables, s'il n'avait pas rompu l'Union de la gauche. Et ce débat-là n'a pas grand chose à voir avec les intérêts des travailleurs. Et cela prouve en tout cas que si le réformisme est bien vivant dans la tête des dirigeants du PCF, le stalinisme et ses méthodes ne sont pas morts!

Henriette MAUTHEY

Maire rappelle qu'il faut compter avec la CFDT —

Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT, a défrayé la chronique en accusant le CNPF, successivement au Club de la Presse d'Europe 1, dimanche 28 juin, puis par lettre le lendemain, de « faire du sabotage de l'économie française », de « freiner la politique nouvelle choisie par la majorité des Français ». Et tout en menaçant les patrons, il a lancé: « Il faudrait que l'action syndicale se développe y compris sous forme de grèves ».

Adoptant un ton qui se veut combatif, volontiers provocant, Edmond Maire avait l'intention d'être entendu. Car à l'heure où, avec la victoire de la gauche, de nouveaux rapports politiques s'engagent, où les hommes des partis de gauche s'installent dans leurs ministères, gù chacun fait sa place, il ne s'agit pas d'être oublié. Et puisque la distribution des rôles et des responsabilités n'est pas encore terminée, Edmond Maire, qui entend bien lui aussi profiter de la victoire de la gauche, se manifeste.

En tapant du poing sur la

table, Edmond Maire fait un clin d'œil au gouvernement. Il lui signifie qu'il est là pour le servir en espérant en contrepartie des moyens supplémentaires pour que les syndicats puissent jouer leur rôle d'aide, ne serait-ce que par un accroissement du nombre d'heures de délégation et de protections syndicales légales.

D'autant plus que la CFDT reste en compétition avec la CGT, chacune cherchant non seulement à accroître son audience par un élargissement de l'influence de l'ensemble des syndicats, mais encore au détriment l'une de l'autre. Et la CFDT voudrait bien que Mitterrand et le PS, qui ont réussi à affaiblir le PC sur le plan électoral, aident la CFDT à marquer des points sur la CGT.

Mais le geste d'Edmond Maire s'adresse sans doute en même temps aux travailleurs qu'il veut convaincre qu'il ne faut pas négliger l'action syndicale en se contentant de faire confiance au nouveau gouvernement. Maire en profite également pour montrer aux travailleurs que son syndicat se différencie de la CGT.

C'est ainsi par exemple sur les 35 heures : quand l'un — la CGT — parle de loicadre, l'autre — la CFDT — parle de négociations branche par branche.

Ce faisant, Edmond Maire va ainsi au devant des souhaits exprimés par Mitterrand et Mauroy, eux-mêmes soucieux de ne pas trop bousculer le patronat.

La négociation branche par branche n'est sûrement pas la meilleure des deux solutions du point de vue des travailleurs. Mais elle présente pour Maire l'intérêt, si elle se réalisait, non seulement de multiplier les « tapis verts » de discussion, mais aussi de lui donner un nombre égal de négociateurs attitrés malgré un rapport de force sur le terrain nettement favorable à la CGT.

C'est dire que le bruit qu'a fait Edmond Maire cette semaine est plus significatif de son souci de défendre son appareil que d'une soudaine intransigeance dans la défense des intérêts des travailleurs.

Patricia MULLAN



Maire, à l'heure de la victoire de la gauche, ne veut pas être oublié.

(AFP)

ELF AQUITAINE -

Entreprise d'Etat ou multinationale?

On nous a annoncé à grand fracas et avec force cocoricos que le groupe pétrolier français d'Etat Elf Aquitaine se lançait à 'assaut des Etats-Unis. Il paraît d'ailleurs que cela fait un bout de temps qu'Elf chercherait à prendre pied aux JSA. Et aujourd'hui, elle a ancé une OPA (une offre publique d'achat) pour essayer d'acheter suffisamment d'actions pour contrôer la Texas-Gulf, une compa-

gnie pétrolière américaine. Et où Elf a-t-elle trouvé les 2,5 milliards de dollars (14 milliards de francs) nécessaires à cette opération ainsi que la possibilité de l'effectuer? Nous vous le donnons en mille. Eh bien, la firme d'Etat française s'est fait purement et simplement nationaliser les intérêts qu'elle possède au Canada. En effet, le gouvernement canadien a décidé de récupérer les activités des compagnies pétrolières

étrangères opérant sur son territoire. Pour prix de cette nationalisation d'Elf Aquitaine-Canada, le groupe a reçu 1,2 milliard de dollars ainsi que la possibilité d'acquérir 37 % du capital de la firme américaine Texas-Gulf: c'est ce qui explique l'opération d'aujourd'hui. Comme quoi, les nationalisations, ça a du bon aussi pour les nationalisés.

Bref, si Elf Aquitaine se permet d'aussi ambitieux

La difficulté d'être

projets, c'est que le pétrole, ça rapporte.

La preuve, c'est qu'en 1980, le groupe Elf Aquitaine a empoché 6,34 milliards de francs de bénéfices. Mais cela n'a pas empêché son P-DG de se précipiter chez Pierre Mauroy dès les premiers jours de la formation de son cabinet pour pleurer misère et réclamer la hausse du prix de l'essence. On comprend mieux aujourd'hui

pourquoi. Ce monsieur avait besoin de nos sous.

Et en attendant, à quoi cela sert-il qu'Elf soit nationalisée? A permettre à la population de faire des économies sur le prix de l'essence? Eh bien non! C'est le contraire. C'est nous qui devons payer pour que la société nationale puisse jouer les multinationales comme les autres.

Claude CHARVET

UDF, RADICAUX, CENTRISTES:

Affaiblie par ses derniers ainsi que son président-délégué, ésultats électoraux, privée de Bernard Stasi, a déclaré dans iombre de ses têtes de file au une récente interview à Combat 'arlement, l'UDF va-t-elle écla-Socialiste que l'UDF était une er? La question se pose de plus « coalition électorale » et que n plus ouvertement en tout cas. « les centristes n'étaient plus Faut-il, comme certains de ses tenus par les mêmes contraintes irigeants le proposent, que les de la discipline majoritaire et de lifférentes composantes restent la solidarité gouvernementale ». nsemble malgré tout, dans le « Nous devons profiter de la tatu quo actuel entre le PR situation nouvelle, a encore Parti Républicain), le CDS (Cendéclaré Stasi, pour retrouver nos re des Démocrates Sociaux) et fidélités et l'authenticité de e petit Parti Radical «valoinotre message ». Certains resien »? Faut-il, comme le proponsables du CDS auraient égaose, paraît-il, Roger Chinaud lement, d'après Le Figaro du 30 en quête d'emploi), s'orienter juin, cherché à constituer avec ers une fusion — sous son quelques députés RPR et des gide bien sûr? Ou bien ne vautradicaux un groupe parlemenpas mieux décider tous comptaire dont ils souhaitaient que es faits de se séparer après que Chaban-Delmas prenne la tête...

union électorale n'a pu faire la Du côté des radicaux « valoisiers », on peut entendre un son de cloche assez semblable : ces radicaux, qui ont toujours été, n'est-ce pas, des « radicaux

socialistes » et, en tant que tels, de gauche (même s'ils ont soutenu Giscard jusqu'au bout) tiennent maintenant à prendre leurs distances d'avec l'UDF: Didier Bariani, le président du Parti Radical, a déclaré ainsi le 26 juin: « Les conditions actuelles de fonctionnement de l'UDF ne sont plus possibles à supporter ». (Il est vrai que le nombre de députés « rad-soc » est passé de 9 à 2 et què ceci explique peutêtre cela...).

« Nous allons voir, a encore dit

« Nous allons voir, a encore dit Bariani, si nous pouvons encore cohabiter avec nos partenaires ou si cette cohabitation est devenue impossible »... Le Parti Radical se défend cependant d'être prêt à jouer le rôle de « roue de secours du PS ». Il est vrai, reconnaît Bariani, qu'on ne le lui a pas demandé...

Pour tous ces politiciens, quitter l'UDF et tout ce qui peut rappeler Giscard directement semble donc s'imposer pour sauver les meubles à l'avenir. Mais même en offrant un peu leurs services du côté du nouveau président (et quitter l'UDF peut ouvrir cette voie), ce n'est pas pour eux une garantie d'un sort meilleur car, pour l'instant du moins, de ce côté-là, les places sont prises. Ah, décidément, rien n'est simple!

Mais il n'y a pas qu'à droite que ces problèmes sont sensibles. Dans l'autre camp aussi, la famille des radicaux et autres « sociaux-démocrates » s'inquiète. A cette différence près, toutefois, qu'au lieu cette fois de chercher de quelle manière apparaître pour mieux se rapprocher de la soupe, ces derniers se demandent comment aller à la soupe sans disparaître... dans la soupière socialiste.

Ainsi le PSD (Parti Socialiste Démocrate) s'interroge: faut-il, comme le propose Eric Hinterman, rejoindre le PS tout de suite, ou ne vaut-il pas mieux garder une certaine autonomie?

Bien sûr, l'exemple du MRG — pour qui finalement l'autonomie s'est révélée payante — est tentant. Mais ce qui a marché une fois pour Crépeau marcherat-il à nouveau? Ah, cruel dilemme!

Décidément, d'un côté comme de l'autre, qu'on soit radical déjà de gauche ou radical de droite qui se sent de plus en plus devenir « de gauche », il est toujours aussi dur d'être radical!

L'essentiel, bien sûr, est de savoir tourner sa veste au bon moment. Mais justement, demandez à Maurice Faure, demandez à Robert Fabre : c'est tout un art et c'est toute la difficulté! Frédéric FERRIERES

BNP (Barbès) -

Colère à la Caisse générale

A la BNP Barbès, la Caisse générale est le service par où transite tout l'argent liquide de la BNP. Les employés de ce secteur sont isolés du reste du personnel puisque, par mesure de sécurité, ils travaillent dans les locaux entourés de grilles, de fenêtres jamais ouvertes. Des caméras sont installées un peu

Si les employés veulent sortir des locaux dans la journée, ils doivent passer par un sas, franchir trois grilles plus une porte blindée.

Le travail y est particulièrement pénible à cause du manque d'effectif flagrant et l'atmosphère est rendue insupportable par certains chefs dont l'idée fixe est le rendement et qui vou-

draient interdire toute conversation entre les employés pour les faire travailler plus.

Depuis quelque temps, un contrôle nominatif était installé au sas de sortie, pour surveiller les allées et venues du personnel dans la journée. Alors c'en était trop. Le personnel s'est mis en colère et a signé massivement une pétition exigeant entre autre la suppression des contrôles à la sortie, l'attribution d'une pause dans la journée et des effectifs supplémentaires.

Une grande majorité a débrayé, mercredi 24 juin pour aller porter la pétition à la direction... qui s'était barricadée.

Devant cette porte fermée, les gens se sont mis à chanter à tuetête. La bonne humeur régnait et le personnel était décidé à attendre que la direction veuille bien les recevoir. Ce qu'elle fit d'ailleurs au bout d'un moment. L'entretien dura assez longtemps car chacun tenait à dire ce qu'il avait sur le cœur. Et il fut décidé qu'en attendant les conclusions de la direction, la pause serait prise d'office chaque jour. Le mercredi, la direction a fait connaître sa réponse :

- suppression des contrôles à la sortie.

- deux ou trois personnes de plus affectées au service.

C'est un premier recul, mais le personnel n'est pas satisfait. Il reste mobilise et bien décidé à faire aboutir toutes ses revendications.

Correspondant LO

ELECTION-**DE 2 DELEGUES NON INVESTIS** PAR LES **ORGANISATIONS OFFICIELLES**

Dans un des centres de l'immeuble Barbès, le Centre d'opération avec l'étranger (COE), un deuxième tour de vote pour les élections des délégués du personnel a eu lieu pour le 1er collège, une majorité des employés s'étant abstenus au premier tour en signe de protestation.

En effet, sur plainte des syndicats officiels, un délégué sortant se trouvait dans l'impossibilité d'être candidat, parce qu'il se présentait sur une liste SDB - syndicat formé par des exclus de la CFDT et déclaré non représentatif par les tribunaux.

Au deuxième tour, de par la loi, quiconque le souhaitait pouvait se présenter, en candidat libre. Ce qu'a fait le candidat du SDB, que les autres syndicats voulaient éliminer, et aussi un ancien délégué du personnel exclu de la CFDT.

Non seulement ceux-ci sont élus, mais ils ont à eux seuls presque autant de voix que la CGT, la CFDT, FO et la CFT€ réunies. Ces résultats ont été remarqués - et fort appré ciés - par de nombreux employés.

Une bonne leçon de démocratie pour les bonzes syndi-Correspondant LO

	Titulaire	Suppléant	
Exprimés	201	199	
CGT	60	61	
Candidat libre	50)	50 /	
	95	94	
SDB	45	44)	
CFDT	27	26	
FO	13	13	
CFTC	6	5	

échos des entreprises

A vous faire rosir! Déconométreur

Depuis le 10 mai, nous ne sommes plus les seuls à être contents d'avoir licencié un certain nombre de politiciens de

Mais oui, ça remue même dans la maîtrise!

On ne sait pas si les critères de promotion ont changé, mais certains chefs ont sans doute cette impression puisqu'ils arborent maintenant la carte du parti de la nouvelle majorité.

D'autres n'hésitent même plus à claironner qu'ils sont socialistes de longue date, en prétendant que leur carte en fait foi! Bizarre, on leur avait pourtant trouvé une drôle de tête le matin du 11 mai!

Enfin, les voilà tout rose main-

Certains sceptiques pensent tout de même qu'avec une deuxième couche, ça tiendrait mieux! A nos pinceaux!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNIAS (Bourges).

Pour le 14 juillet ? Depuis quelque temps, ce

sont les fours, les poches et les gaines qui percent et des parties de voûte qui s'effondrent car les briques sont poussées à leur maximum d'usure.

Les économies de briques, il n'y a plus que cela qui compte! Mais les conséquences deviennent tellement lourdes qu'on se demande s'il n'y a pas dans le bâtiment rose un fada qui rêve de faire sauter les aciéries.

S'il veut absolument son feu d'artifice, qu'il nous prévienne, on l'enfermera dans l'usine un dimanche et on regardera le spectacle de loin.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Creusot-Loire (Le Breuil).

Depuis plus d'un mois, « chien de troupeau » un chrono, se fait remarquer à ZA et à ZB. Nul ne sait ce qu'il peut bien faire puisqu'il ne chronomètre personne. Il se contente de marcher dans les ateliers et de passer près de nous sans rien dire. Ça doit être ça son travail.

Mais il ne faudrait pas croire qu'entre-temps il se tourne les pouces, au contraire. Dans le bureau, il a installé une minuterie qui le réveille tous les quarts d'heure, et hop... il repart en tour-

Certains émettent l'hypothèse qu'en ces temps de crise, les chronos luttent contre le chômage en se chronométrant euxmêmes. Celui-là doit chercher à améliorer son temps pour faire la ronde des ateliers.

D'autres disent qu'il a un

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Michelin (Cholet).

La peinture à l'huile... c'est bien difficile

En gare de Chapelle, le chef de gare veut obliger les agents de manœuvre à lessiver et peindre les murs dans les jours dis-

C'est ce qu'il appelle « L'utilisation des compétences »...

Un peu comme à l'armée où lorsqu'on est tôlier-zingueur on se retrouve infirmier ou coiffeur...

Sauf qu'à l'armée on n'utilise pas des ingénieurs comme adjudants de compagnie.

Quant au lessivage et aux

peintures, s'il aime le style Picasso il ne risque pas d'être

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Chapelle.

Racolage!

Ça y est, c'est reparti pour un tour. Regardez-les défiler dans les allées, les uns derrière les autres, avec leur mine enfarinée, en train de nous racoler : « Tu viens?».

Quand ça se limite à ça, c'est encore supportable. Mais là où ça ne va plus, c'est quand ils veulent nous forcer.

Non ce n'est pas ce que vous crovez, c'est simplement certains chefs zélés qui en rajoutent et cherchent n'importe quoi pour nous faire venir travailler le samedi et le dimanche.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General Motors Gennevilliers.

Ça grignote dur

Au Thermique, la grignoteuse du secteur des presses pousse des cris lorsqu'elle découpe de la tôle épaisse.

Dernièrement le voisinage a même protesté contre le tintamarre jusqu'à 22 heures.

C'est tellement plus facile de faire du bruit gratuitement avec de la tôle de six millimètres que d'insonoriser la grignoteuse avec une cabine comme les presses à ailettes.

Chez Chausson, il y a la technique de pointe et ceux qui détiennent le mur du çon.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson (Asnières).

CITROEN (St-Ouen)

RECUL DE LA CSL **AUX ELECTIONS DE DELEGUES DU PERSONNEI**



Les élections de délégués du personnel viennent d'avoir lieu à Saint-Ouen.

La CGT passe de 24 à 29 %. La CFDT passe de 3 à 6 %. FO passe de 8 à 4 %.

La CSL (pro-patron) de 65 à

Les organisations les plus liées au patron — CSL et FO perdent donc des voix, et ceci malgré les pressions. En effet, plus encore que les années précédentes, la direction ne s'est pas contentée d'organiser l élections, elle a essayé d'orga ser les résultats. Des dizaines travailleurs se sont vu interd ou déconseiller d'aller voter. d'autres, les chefs demandais de ramener les bulletins de vo CGT et CFDT après le vote, pc s'assurer qu'ils n'étaient p dans les urnes.

En dépit de cela la directi est assez mécontente du rés tat des élections, ce qui fait motif de satisfaction pour certain nombre de travailleurs aans les entreprises...

CHAUSSON (Creil-Oise)

ION A LA BAISSE DES SALAIRES

Brutalement, le vendredi 6 juin, les travailleurs de la ôlerie apprenaient qu'une entaine d'entre eux allaient asser d'équipe en horaire ormal avec une perte de

00 F par mois.

Les militants CFDT prenent l'initiative de réunir les availleurs dès le matin. eux-ci, après en avoir disuté, décidaient d'arrêter le avail immédiatement pour ute la journée. Dans la foue, comme la mobilisation tait grande et la colère ussi, les travailleurs élirent n comité d'action chargé organiser l'action et d'être porte-parole de tous les availleurs de la Tôlerie.

Il y eut manifestation et ontée à la direction, mais le recteur fit savoir qu'il se

refusait à maintenir le salaire comme le demandait les travailleurs.

Ce ne sont pas seulement les quelque 8 à 10 millions d'anciens francs par mois que la direction économisera, toutes charges comprises, qui sont en jeu. Cette somme ne représente même pas le prix de deux « Trafic » (les véhicules que nous fabriquons), et il s'en casse plus de deux par mois. La direction tient à montrer que, quelles que soient les réorganisations à faire, c'est le personnel qui doit être prêt à en faire les frais. D'autant que la production dans cet atelier ne baisse pas mais reste stable. Partout ailleurs dans l'usine, les cadences augmentent et l'on fait appel à

des dizaines d'intérimaires supplémentaires sur les chaî-

Alors les travailleurs de Tôlerie se sentaient à juste raison dans leur droit.

Quelque heures après le début du mouvement, la CGT est venue. Et après un petit flottement, elle a apporté son soutien au mouvement. Elle accepta même de s'associer, avec la CFDT, à un tract d'information fait par le comité d'action. Mais la présence d'un permanent fédéral en réunion au local du CE pour discuter du résultat des élections ramena les égarés de la CGT au bercail: pas



question d'accepter la signature d'un comité d'action.

PAS LE PIED!

Ensuite l'on vit les délégués CGT se succéder en Tôlerie pour persuader les travailleurs qui avaient décidé de continuer à venir aux horaires d'équipes de se montrer raisonnables. Ce qui n'eut pas l'effet de remonter

le moral à la partie du personnel qui commençait à hési-

Lundi, le comité d'action informait l'ensemble du personnel. La colère était un peu tombée. Mais les délégations auprès des responsables eurent lieu, et ce jour-là, la production n'a pas été très forte.

Ce coup de semonce devrait servir à avertir la direction que les travailleurs n'admettront aucune retenue sur leur salaire.

Pour l'instant, le travail a repris, mais tout dépend encore des réactions qui auront lieu le jour de la paye.

Correspondant LO

HAUSSON (Creil-Oise)

lection des délégués

.A CFDT PROGRESSE, .A CGT RECULE

Les élections du personnel qui se sont déroulées à l'usine hausson-Creil dans l'Oise se sont traduites dans le collège uvriers-employés par une progression importante de voix au ofit de la CFDT et une perte tout aussi importante de la CGT. insi la CFDT, avec 598 voix, a gagné 260 voix et 4 délégués (2 ulaires et 2 suppléants). La CGT, elle, perd 5 délégués (3 tituires et 2 suppléants).

Voilà les résultats en pourcentage :

	1980	1981	1981 par rapport à 1980
CGT	72,4 %	60,5 %	- 11,9 %
	15,4 %	26,7 %	+ 11,3 %
	11,9 %	12,4 %	+ 0,5 %

Ainsi le transfert de voix se fait quasi totalement de la GT au profit de la CFDT.

La campagne pour les élections de délégués dans cette sine de près de 4.500 personnes avait pris un tour très agresf de la part de la CGT contre la CFDT. Pour tenter d'empêcher ne baisse de ses voix, la CGT a commencé à accuser la CFDT favoriser le patron, puis de faire cause commune avec les itrons. Et enfin, il y eut un tract où, sur une page et demie, le s'en prenait à un des animateurs de la section CFDT, en irticulier pour son appartenance à Lutte Ouvrière. La CGT ntait de faire croire que voter CFDT c'était, de fait, voter itte Ouvrière.

Le tract de la CGT expliquait : « Comme Stoléru, x-ministre du refoulement des immigrés, il utilise la calome la plus basse, déforme les positions internationalistes de CGT, etc. »

Déjà, à la porte de l'usine, des responsables du PCF et de CGT avaient voulu provoquer des bagarres.

La campagne de la CGT était hystérique : elle n'hésitait s à proférer des insultes et à traiter le militant en question « vendu aux patrons » par haut-parleur à l'entrée de l'usine. Mais cela n'a pas empêché la CGT de reculer aux élec-

ins professionnelles.

Bien sûr, il est impossible de dire précisément à quoi est e la perte de voix de la CGT : si c'est à son attitude antidéocratique, au ressentiment d'une partie des travailleurs migrés — qui sont plus de 1.300 dans l'usine —, au travail compli par la CFDT l'année passée, ou tout simplement au urant qui amène des travailleurs à voter aujourd'hui CFDT peu partout. Mais ce qui est certain, c'est que le résultat a pris dans l'usine comme un désaveu de la politique ultractaire de la CGT.

D'ailleurs, c'est bien au-delà des votants CFDT qu'il y ait un contentement dans l'usine qui s'exprimait joyeuseent. Pas mal de votants CGT disaient en parlant de la CGT : Après tout, cela leur fera du bien, c'est mieux comme cela ». Correspondant LO **HISPANO-SUIZA** (Bois-Colombes)

Devant le coup de colère des travailleurs, la direction recule

Un coup de colère pareil, chez Hispano, cela faisait des années qu'on ne l'avait pas vu! En trois quarts d'heure, les ouvriers faisaient céder la direction qui voulait supprimer la prime d'équipe en juillet et en août, sous prétexte de réorganiser le travail pendant les vacan-

Un camarade de l'atelier raconte:

« Le vendredi 26 au matin, vers 11 h, c'est par un copain de mon atelier que j'ai appris que j'étais mis, comme tout le monde, en normale au mois de juillet et août et qu'on ne nous paierait que la moitié de la prime d'équipe. La prime varie entre 400 F et 600 F par mois, selon les gars. Je ne savais pas qui avait lancé l'idée du débrayage mais j'étais d'accord et je suis sorti.

On s'est retrouvés à plusieurs et on est allés tous ensemble, à au moins 200, devant la Tour Carrée (où se trouvent entre autres les bureaux de la direction). Même le régleur de notre atelier est sorti! Le délégué de la CFDT et deux ou trois gars de la CGT nous ont proposé de monter chez Leprince, le directeur du centre. On est montés tous. Tu sais, ce n'est pas comme ça que ça se passe d'habitude. Généralement, il n'y a que quelquesuns qui montent, et nous, on attend la réponse en bas. Leprince était à la porte de son bureau et nous attendait.

Les délégués ont discuté avec lui, mais nous, on était derrière, et ça y allait fort. Le directeur ne voulait pas donner de réponse immédiate. Il disait qu'il devait voir le chef de fabrication d'abord, qui



devait décider, qu'il faudrait qu'on revienne l'après-midi à

Nous, on voulait une réponse tout de suite, et on l'a dit vigoureusement. Parce que faire un coup comme ça, c'est de la provocation, surtout que certains d'entre nous partaient en vacances le soir même et ne savaient pas dans quelles conditions ils reprendraient le travail à leur retour. En plus, c'est à la dernière minute que la maîtrise nous l'a dit, par une note sur les panneaux d'affichage!

La Tour Carrée a résonné pendant trois quarts d'heure de nos cris et de notre colère. Malgré cela, Leprince n'a rien voulu savoir et quand on a vu que ça ne changerait rien de rester, on est descendu en Fabrication voir le chef de fabrication tous ensemble. II n'était pas là.

Alors, on est retourné à l'atelier comme le demandaient les délégués et on a attendu 3 heures. »

A 3 heures, il y a eu un nouveau débrayage de l'équipe du soir qui est venue constater le recul de la direction. L'équipe du matin et la prime d'équipe sont maintenues. La riposte l'a emporté.

Quelques graffiti vengeurs restent ici et là en souvenir de ce brusque accès de colère spontanée dont les auteurs en restent encore eux-mêmes étonnés. Certains n'avaient jamais vu une pareille ambiance: le P-DG n'avait jamais été autant chahuté! Certains ouvriers criaient: « Leprince, démission! ».

Depuis, la CGT cherche à freiner les ardeurs en dénonçant des provocateurs, qui ne seraient ni sérieux ni responsables, auraient des pratiques qui ne font pas partie de l'action syndicale. On ne sait pas trop de quoi elle parle, peut-être des graffiti, mais certainement aussi du fait que le mouvement n'est pas dû à son initiative.

Correspondant LO

PEUGEOT (Sochaux) -

LES « COMPENSATIONS SOCIALES » DE L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ : UN MARCHÉ DE DUPES

Ceyrac, président du CNPF et membre du Conseil d'administration de Peugeot Sochaux, répète que pour le patronat les « compensations sociales » ne peuvent être envisagées que s'il y a une augmentation de la productivité. On peut voir à Sochaux ce que donne cette politique affirmée depuis longtemps et qui ne se modifie pas du fait de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La direction vient en effet d'annoncer une série de mesures destinées à dorer la pilule de l'augmentation des charges de

travail:

- la suppression du pointage à partir du 15 juillet et la possibilité de travailler à temps partiel (un jour sur deux ou une semaine sur deux) pendant un an ou deux

 l'intéressement financier aux gains de productivité réalisés, qui pourrait être de 1 % à 2 % des salaires;

- deux jours de congés supplémentaires utilisables pour aménager des ponts.

Et cela en contrepartie d'une augmentation de 4 % à 5 % de la productivité. Cette augmentation calculée en jours de production représente l'équivalent de 12 jours de production supplémentaires par an.

C'est un marché de dupes que la direction propose aux travailleurs. Les syndicats CGT et

CFDT, en particulier, ont commencé à expliquer en quoi ces propositions étaient inacceptables et les travailleurs sont bien de cet avis et sont assez estomaqués du culot de la direction. Car cela fait des mois et des mois que la direction pousse dans tous les ateliers de fabrication pour augmenter la productivité.

Les départs ne sont pas remplacés, et pour ceux qui restent, les charges de travail n'ont pas cessé d'augmenter. Les agents de fabrication doivent faire maintenant des opérations de contrôle. Tout travailleur doit être occupé en permanence et il est fréquent de voir la maîtrise déplacer par exemple un travailleur plusieurs fois par jour, le talonner, et rouspéter parce qu'il met trop de temps à se laver les mains entre deux postes alors qu'il passe d'un endroit où il avait de l'huile sur les mains à un poste où il doit travailler avec des gants.

La fièvre de la chasse aux temps morts est supervisée par une société-cabinet d'études dont les superchronométreurs doublent ceux des bureaux des méthodes de Peugeot.

Dès 7 heures du matin, les travailleurs de la première équipe sont en nage. A la fin du poste, ils se précipitent dans les cars pour dormir, complètement épuisés. Dans un atelier d'emboutissage, deux travailleurs se sont évanouis récemment. Des ouvriers de plus de 45 ans sont remis à des postes de fabrication très durs qu'ils avaient quittés depuis des années. Des professionnels sont mutés en chaîne, et c'est cela ou quitter

Et c'est tout cela que les travailleurs voudraient bien voir changer. En tout cas, ils ne s'attendaient pas à ce que la direction annonce avec cynisme qu'au lieu d'une amélioration elle allait organiser une aggravation des conditions de travail.

Depuis quelques semaines, en plusieurs endroits de l'usine, des équipes ont refusé les augmentations de charge de travail que la direction voulait imposer.

Quelques dizaines de travailleurs, sur trois chaînes de ponçage, ont débrayé une heure pour que la direction maintienne l'effectif qu'elle voulait réduire, et ils ont obtenu satisfaction.

Cette semaine, quatre travailleurs des accessoires en Carrosserie avaient décidé de débrayer pour empêcher une diminution de leur équipe, et leur effectif a été maintenu.

Même si la direction recule momentanément là où elle rencontre de la résistance, son objectif reste de parvenir à une augmentation moyenne de sa

productivité sur le dos de quelque 19 000 ouvriers de fabrication. Et pour empêcher la direction de parvenir à ses fins, il faudra sans doute plus que c réactions partielles et isolées

Correspondant

PEUGEOT LOIRE -(Pont-de-Roide Doubs)

EN LUTTE CONTRE LA RENTABILISATION

Une manifestation importante - de 1500 à 2000 personnes - a eu lieu samedi après-midi 27 juin dans les rues de Pont-de-Roide (Doubs), à 15 km de Sochaux. Tous les habitants sont avec les 800 ouvriers de l'usine Peugeot-Loire, en grève depuis le début de la semaine.

Peugeot-Loire est une entreprise directement liée au trust Peugeot qui fournit les tôles pour les usines de montage. Un laminoir dernier cri a été installé ces dernières années, et dans le même temps, le personnel est passé de 1400 à 800 personnes. « Nous, nous travaillons, mais les jeunes n'ont pas de boulot » : le mécontentement

actuel, c'est d'abord la volonté unanime de mettre un coup d'arrêt à la rentabilisation Peugeot qui se fait entiè rement sur le dos des travailleurs, au détriment de l'emploi dans la région en particulier.

A cela s'ajoutent les revendications à propos de la paye: une prime de 1.100 F pour rattraper le retard pris ces derniers mois; 5 % d'augmentation à compter du 1er juin, et le paiement des heures de grève.

Après la manifestation, un vote organisé par les syndicats donnait 60 % des ouvriers pour la continuation du mouvement. Lundi 29, la grève continuait donc.

Correspondant LO

ETABLISSEMENTS DAVID (Oyonnax) —

Les ouvriers refusent le licenciement d'un de leurs camarades

Les établissements David fabriquent du matériel de jardinage en matière plastique et emploient environ 300 person-

Un ouvrier portugais, animateur l'an dernier d'une grève d'une semaine pour la reconnaissance du syndicat CGT, vient d'être licencié juste avant

qu'il ne se présente aux élections de délégués du personnel sur la liste CGT.

Dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 juin, Monsieur David, patron des lieux, effectue une visite des ateliers et reproche à cet ouvrier de mettre les pièces en matière plastique trop chaudes dans les sacs. Il lui annonce

une mise à pied de trois jours, qui sera en fait suivie de son licenciement.

Le travailleur licencié n'avait jamais été sanctionné. Et d'ailleurs, le lendemain, le chef de production lui-même devait reconnaître que les pièces produites la veille n'étaient pas déformées.

La réaction ne s'est pas fait attendre: dès l'équipe suivante, tous les mouleurs ont refusé de commencer le travail. Depuis mardi, la production est arrêtée. Seuls quelques chefs et des membres des bureaux ont voulu travailler, et quelques bousculades ont eu lieu entre grévistes et non-grévistes. Vendredi, le

patron lockoutait l'entreprise. Bien connu sur Oyonn comme un patron de comb celui-ci voit d'un mauvais œil développement du syndic CGT. Car dans son entrepri

les sujets de revendication manquent pas. Mais les ouvrie sont déterminés à exiger la ré tégration de leur camarade.

sita

APC (Toulouse) —

Les travailleurs de N.A. ont eu gain de cause

NA est un des ateliers où le travail est le plus pénible et où les travailleurs sont les plus mal lotis de toute l'usine. La colère couvait depuis longtemps et tout d'un coup elle a éclaté. Du lundi 15 au jeudi 18, c'était la grève à 100 % avec arrêt de l'atelier. Les 100 travailleurs concernés étaient tous dans le mouvement.

Tous les jours une assemblée générale faisait le point. Et à chaque négociation avec la direction, de 30 à 70 travailleurs participaient activement. Au bout du deuxième jour, la direction a commencé de céder sur les principales revendications. Les plus importantes portaient sur une revalorisation des indices. Le quatrième jour, quand la direction annonçait qu'elle payait tous les jours de grève,

les travailleurs décidaient de reprendre le travail. Ils avaient tous obtenu quelque chose.

Pour certains travailleurs, c'était 400 F d'augmentation par mois, et ceux qui ont obtenu le moins ont tout de même obtenu 120 F d'augmentation, ce qui était inespéré au début du mo vement. Pour tous, ce mou ment a été ressenti comme u victoire et dans certains aut ateliers de l'usine on parle faire la même chose qu'à NA

Correspondant

CKD RENAULT (Grand-Couronne) -La direction perd un procès

Le jeudi 4 juin a eu lieu au tribunal des Prud'hommes de Rouen un procès en référés opposant la direction de CKD de Grand-Couronne à un salarié. Elle avait infligé à ce travailleur trois jours de mise à pied, dernier avertissement avant licenciement, parce qu'il était absent lors d'un contrôle à domicile effectué par un gardien pendant un arrêt maladie.

Ce dernier a contesté avec l'aide de militants syndicaux du syndicat « Démocratie Ouvrière » le droit pour l'employeur de continuer d'appliquer le règlement intérieur pendant les arrêts maladie et d'user de son droit disciplinaire puisqu'il y a suspension du contrat de travail pendant les arrêts maladie.

La Régie Renault en a été pour ses frais puisque le tribunal a donné raison au travailleur et a condamné la direction du CKD au versement de la somme de 528 F. couvrant la mise à pied.

Le chef du personnel a déclaré: « Vous avez gagné une bataille, mais la guerre n'est pas finie... ».

Nous le savons, car c'est tout le système du contrôle à domicile, complètement scandaleux, qui est à supprimer au CKD comme dans toutes les usines Renault et con-

tre cela, c'est le mouvemen des travailleurs qui pourra vraiment changer les choses En attendant, cette petite vic toire fait bien plaisir quand même, et la direction de la grande Régie Renault, qui n'a sûrement pas l'habitude de perdre des procès, a dû l'avoi mauvaise.

Correspondant LO

MAROC : A BAS LA DICTATURE



L'armée quadrille toujours Casablanca.

(AFP

Malgré l'opération de camouflage tentée par les dirigeants marocains, qui n'avouent que 66 victimes lors des émeutes qui ont soulevé les faubourgs de Casablanca, c'est de plus en plus évident que l'armée et la police marocaines ont opéré un véritable massacre.

Le chiffre des morts atteindrait 700 ou 800 ou plus encore; les blessés se chiffreraient par milliers. Un certain nombre de blessés continuent à mourir dans les postes de police. Bien sûr, les autorités marocaines tentent de minimiser les choses. Elles ont refusé de publier la liste complète des tués. Quant aux causes des morts, on fait état officiellement de blessures provoquées par des jets de pierres ou des armes blanches. Les témoignages affluent de manifestants et de médecins qui indiquent que la plupart des tués l'ont été par balles. Et il est sûr que c'est appuyés par des automitrailleuses et quelquefois même par des blindés que supplétifs,

Mais les corps ont été emportés par la police et les militaires, de façon à éviter tout enterrement public et toute manifestation éventuelle. La police a même fouillé les domiciles pour emporter les corps des victimes. Ces précautions font partie d'une entreprise générale de blocage de l'information. Il s'agit de supprimer les séquelles visibles des émeutes. Le Monde parle même de l' « énorme travail de nettoyage entrepris le dimanche après-midi, alors qu'on entendait encore des coups de feu ».

gendarmes et militaires sont intervenus contre les manifes-

Parallèlement, toute la presse d'opposition est interdite, de même que la plupart des journaux étrangers.

Et depuis le massacre, les arrestations se chiffrent par milliers. Le gouvernement a annoncé que 500 personnes vont

Un régime mis en place par l'impérialisme français

L'actuel régime marocain a été mis en place en 1956. En l'absence d'une lutte de libération, ou même d'une forte mobilisation de la population à ce moment contre les colonisateurs, les dirigeants français (Pinay puis Guy Mollet, qui au même moment accentuait la guerre contre le peuple algérien) purent négocier à froid, aux meilleures conditions pour la bourgeoisie française, une indépendance politique avec des leaders marocains modérés.

Mohammed Ben Youssef (le futur Mohammed V, père de Hassan II) avait été longtemps le fidèle instrument des autorités françaises. Après la guerre, pour ne pas se laisser déborder par des mobilisations populaires anticolonialistes, il avait pris quelques distances avec les gouvernants français, qui en 1953 avaient été jusqu'à le déposer et l'envoyer en exil, pour s'appuyer sur d'autres féodaux inconditionnels, comme El Glaoui, pacha de Marrakech.

C'est donc avec une auréole toute neuve de martyr de l'indépendance que Mohammed Ben Youssef revint prendre la tête du Maroc indépendant, dans l'intérêt de l'impérialisme, français en particulier, et des couches féodales marocaines.

Car la collaboration ouverte et totale avec l'impérialisme fut la constante de la politique des gouvernements marocains. Elle se manifesta aussi bien dans de petits gestes, comme lorsque Hassan II en 1975 qualifia de « vrai copain » Giscard qui lui avait rendu visite, que dans des opérations spectaculaires, comme l'envoi en 1977 de 1 500 soldats marocains, dans des avions français, pour défendre au Zaïre l'ordre impérialiste. Dans le domaine économique, l'Etat marocain fit tout pour attirer le maximum de capitaux, en particulier américains et français. Ce sont ces conditions avantageuses qui facilitèrent le développement du tourisme.

Mais, même dans le domaine de la propriété foncière, la colonisation est loin d'être terminée au Maroc: en 1969 il restait encore 450 000 hectares de terres « européennes », soit environ la moitié de la surface de 1956. Et encore en 1975, 114 millions de francs furent versés pour indemniser les anciens colons.

Mais pour maintenir l'ordre des possédants féodaux et impérialistes contre les mouvements de révolte des paysans et des ouvriers surexploités et contre les revendications de la petite bourgeoisie nationaliste, le pays est soumis à une dictature policière et militaire féroce. L'armée, pilier du régime, est l'objet de

toutes les attentions. Cette prééminence a amené des fractions de l'armée à tenter de prendre le pouvoir en évinçant le roi, comme lors du putsch de Skhirat en juillet 1971 ou lors de l'attaque aérienne contre le roi à l'aéroport de Rabat en août 1972.

Il est vrai que la dictature de Hassan II s'entoure de quelques formes. Il y a au Maroc des élections législatives, un Parlement, des partis politiques qui peuvent être d'opposition. Et à plusieurs reprises, pour donner plus d'assise à son régime, ou quand il a senti de trop près le vent du boulet, comme en 1971 et 1972, le roi n'hésite pas à rechercher le consensus national, sous forme d'ouvertures à l'opposition de gauche. Et il faut reconnaître que celle-ci n'a guère fait la dégoûtée devant les avances du souverain. En 1956, seul le Parti Communiste était exclu du gouvernement d'union. En 1979 il fut même associé au Conseil National de Sécurité créé par Hassan II pour rallier toute l'opposition. Au Maroc, les dirigeants de la gauche passent parfois sans transition des cachots aux sièges de ministres... et vice-versa.

Mais si le régime est parfois

prêt à accorder quelques faveurs aux leaders de l'opposition, il ne transige pas face aux explosions de colère populaires. Des massacres dans le Rif en 1958 aux centaines de morts de Casablanca en mars 1965 et à l'actuelle répression, on ne compte pas les opérations sanglantes menées par l'armée et la gendarmerie. Sans parler des nombreux procès politiques se terminant devant des pelotons d'exécution, des arrestations, des tortures ou des assassinats purs et simples (dont le plus connu en France fut celui de Ben Barka en 1966).

LA SALE GUERRE AU SAHARA



L'armée marocaine s'est retranchée dans le triangle minier. Elle assure ainsi la mainmise du Maroc sur les richesses du Sahara.

En annonçant à Nairobi, à la conférence au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qu'il était favorable à l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental, le roi du Maroc a, de fait, effectué un recul.

Lui qui, depuis six ans, a engagé une sale guerre de type colonial dans le pays, vient donc de faire une concession à la résistance que lui opposent depuis les combattants sahraouis. Mais une concession toute relative, puisque Hassan II ne parle même pas d'ouvrir des négociations avec le Front Polisario, l'organisation qui dirige la résistance aux troupes marocaines, et ne propose même pas de retirer ses troupes en gage de bonne volonté.

Cependant les conditions qui avaient précédé la conquête du Sahara par le Maroc ont bien changé.

C'est le 11 décembre 1975, un mois après la « Marche verte » qui amena 350 000 Marocains à la frontière de l'ancien Sahara espagnol, que les troupes marocaines entrèrent à El Aïoun, capitale de ce territoire. L'Espagne venait de se dégager de cette colonie, dont les habitants, les Sahraouis, organisés par le

ANGLANTE DE HASSAN II

tre traduites en justice. Mais il est probable que ce chiffre st largement au dessous de la réalité. Des témoins ont conté que la police a embarqué systématiquement tous les unes des quartiers.

Déjà les premiers procès se sont ouverts à Casablanca. 0 personnes ont commencé à comparaître. Les procès, publics » selon les autorités, ont commence après l'heure gale de fermeture et il est interdit au public d'y assister. près avoir tenté de noyer dans le sang la révolte des pauvres casablanca, la dictature d'Hassan II s'en prend à toute rme d'opposition. Après la terreur policière, c'est celle des ibunaux qui commence.



Manifestation de soutien au peuple marocain à Paris le 27 juin.

(AFP)

Alors, oui, les 1.500 à 2.000 manifestants marocains qui ont défilé samedi dernier à Paris pour crier leur colère et leur naine du régime d'Hassan II, pour réclamer les libertés démocratiques au Maroc et la libération de tous les emprisonnés, avaient mille fois raison. D'autant plus que l'impérialisme rançais n'est pas tout à fait innocent dans les événements du Maroc. S'il n'est peut-être pour rien, tout au moins directement, dans les massacres et la répression de Casablanca, ce sont les dirigeants français qui ont mis en place la dictature marocaine, ce sont eux qui arment sa police, et l'impérialisme français continue de trouver son compte dans ce régime, tout sanglant qu'il soit.

Une colère suscitée par la misère

Pour l'écrasante majorité des 19 millions de Maroçains, la vie quotidienne est très difficile.

Cela explique l'explosion de colère des 20 et 21 juin, lorsque le pouvoir a décidé une augmentation des prix des produits de première nécessité, allant de 85 à 100 %

Au Maroc, un kilo de sucre coûte 3,45 F, un litre d'huile 4,60 F, un litre de lait 2,25 F... soit des prix très proches de ceux que nous connaissons en France. Mais le niveau des salaires est très bas: le taux horaire minimum est de 2,10 F de l'heure, ce qui met le salaire minimum à quelque 400 F par mois.

Mais encore faut-il trouver du travail. Or le chômage touche au Maroc près du quart de la population. De plus, à la campagne, 50 % de la population n'a qu'un emploi temporaire. Beaucoup ne survivent que grâce à des métiers d'occasion, à la débrouille ou grâce aux virements de travailleurs émigrés. Mais depuis quelques années ces virements sont moins importants, les pays européens ayant limité l'émigration et refoulé nombre de travailleurs marocains. Les impôts sont lourds, un « impôt de solidarité » pour l'effort de guerre est directement prélevé sur les salaires.

La sècheresse de cet hiver a encore accentué les difficultés de la population laborieuse, voire poussé à la misère beaucoup de paysans et de chômeurs. La récolte des céréales a été compromise à 50 %, le bétail décimé pour un tiers. Des milliers de paysans ruinés, chassés de leurs terres par la faim ou les grands propriétaires féodaux, sont venus grossir les bidonvilles des grandes agglomérations comme Casablanca, Meknès ou Kenitra. D'après un rapport du FMI (Fonds Monétaire International), 40 % de la population rurale vit au-dessous du niveau de pauvreté absolue.

Au sous-développement chronique du Maroc s'ajoutent les effets de la crise économique mondiale qui frappe durement les pays du Tiers Monde; les prêts coûtent plus cher, les investissements sont moins importants; les produits importés comme le pétrole sont plus chers

La seule véritable ressource industrielle du Maroc, ce sont les phosphates qu'il exporte. Mais les prix des phosphates ont diminué: de 70 dollars la tonne en 1974, ils ne valaient plus en 1976 que 30 dollars... Les prix des phosphates remontent depuis, mais ils n'ont pas atteint le niveau de 1974. Par contre le Maroc achète à l'extérieur de très nombreuses machines, des avions et des armes pour la guerre du Sahara, et aussi une partie des céréales et de la nourriture qui lui font défaut. Mais les prix de tous ces produits, venant en général des pays occidentaux, n'ont pas cessé de croî-

Le déficit commercial du

Maroc atteint 5 milliards de Dirhams. La dette du Maroc envers les pays impérialistes s'élève à 21,1 milliards de DH, contre 5 milliards en 1971. Ce sont donc des intérêts énormes que le pays verse chaque année aux banques impérialistes prêteuses mais pas donneuses.

Mais surtout l'endettement du pays n'entraîne pas de développement économique. Les bourgeois et les affairistes du régime trouvent des moyens de s'enrichir dans des opérations spéculatives ou grâce à la corruption plutôt que de faire des investis-sements utiles. Bien sûr, le régime de Hassan II, en se montrant toujours un fidèle allié des impérialistes, a essayé d'attirer les capitaux étrangers. Il a édicté des lois qui leur sont très favorables. Mais les secteurs où sont investis ces capitaux ne sont pas, loin de là, des exemples qui permettent le développement économique du pays. Ce sont parfois des usines ultramodernes qui sont construites et n'emploient que peu d'ouvriers marocains, mais par contre font appel à des techniciens étrangers... Et ces usines ne tournent souvent qu'à 50 % de leur capacité. Ce sont aussi des secteurs comme l'hôtellerie ou le tourisme qui se développent, secteurs dont ne profite guère la population laborieuse.

La population marocaine paye en fait un lourd tribut à l'impérialisme et aux exploiteurs locaux dont le régime de Hassan II est le meilleur défenseur.

CCIDENTAL

ont Polisario, réclamaient idépendance. Aussitôt le roc et la Mauritanie se porent candidats à la succession s colonisateurs espagnols, idis que l'Algérie soutenait la publique proclamée par le ont Polisario. Depuis, la Maurinie s'est peu à peu retirée du amp de bataille (1978-1979) et puis c'est le Maroc qui suprte seul tout l'effort de guerre. Cette intervention a eu certes s raisons économiques. Le hara occidental possède à u Craa d'importants giseents de phosphates, riches en nerai et facilement exploitas à ciel ouvert, ainsi que des nes de fer.

Mais à ces raisons de l'interntion s'ajoutaient des calculs litiques: par la « Marche te », qui a été un succès et qui allié toute la gauche nationate autour du roi, par cette erre de conquête coloniale, ssan Il voulait créer autour du jime un sentiment d'unité tionale.

Pourtant si l'opération a pu au part sembler utile pour le gime, elle crée semble-t-il jourd'hui plus de problèmes 'elle n'en résout. Elle a accrunsidérablement le déficit du dget (dont 40 % sont consa-

crés à l'armée) et l'inflation. Ainsi, le coût des livraisons d'armes au Maroc est passé de 2,4 millions de dollars en 1975 à 15,6 millions de dollars en 1976, 31,9 millions de dollars en 1977 et 89,1 millions en 1978.

Dans ce pays immense et désertique, impossible à tenir réellement, les troupes du Polisario ont mené et continuent à mener des attaques meurtrières contre les convois et les garnisons marocaines. Cette guerre qui dure ne contribue plus aujourd'hui à résoudre les problèmes politiques du régime de Hassan II, elle contribue au contraire à rendre ces problèmes plus graves et plus explosifs, les récentes émeutes de la faim à Casablanca en témoignent.

Aussi, pour Hassan II, le moment n'est-il plus à s'enliser dans une guerre coloniale ruineuse, et ses déclarations à l'OUA montrent qu'il est à la recherche d'un répit. Mais tant que ses propositions resteront aussi vagues qu'elles le sont, tant qu'il n'acceptera pas de traiter avec les combattants sahraouis et le Front Polisario, tant qu'il n'opèrera pas le retrait de ses troupes du Sahara, on ne voit pas trop quel répit il pourrait obtenir sur le terrain.

Une opposition tantôt tolérée, tantôt combattue

Il y a plusieurs partis d'opposition au Maroc. L'UNFP, l'Union Nationale des Forces Populaires, s'est détachée en 1960 du parti nationaliste traditionnel, le Parti de l'Istiqlal. L'USFP, l'Union Socialiste des Forces Populaires, provient, à son tour, d'une aile de l'UNFP qui s'est séparée de celle-ci en 1972. Enfin, le Parti Communiste marocain s'appelle aujourd'hui Parti du Progrès et du Socialisme (PPS).

C'est que le Maroc est, parmi les pays du Maghreb, celui qui a sans doute le plus de traditions d'organisation ouvrière. Le syndicat UMT (Union Marocaine du Travail) était à l'indépendance une organisation puissante, que le régime a cherché à réduire, tout à la fois en la combattant et en cherchant à en contrôler l'appareil. Du coup, en 1978, une partie des militants, notamment à l'initiative de l'USFP, ont créé une nouvelle organisation syndicale, la CDT (Confédération Démocratique du Travail). Celle-ci semble avoir joué un grand rôle dans les événements des 20 et 21 juin.

Le Maroc a en tout cas connu de nombreux mouvements de révolte populaire: les émeutes de 1965 à Casablanca, les longues grèves de 1969 dans les mines, et de très nombreuses luttes ouvrières, ayant à faire face, à chaque fois, à la répression, aux arrestations, aux exécutions. Ces dernières années, on a assisté aussi à des révoltes paysannes, les paysans pauvres se dressant contre les possédants et contre les autorités.

Mais les partis d'opposition, malgré la répression qui ne les épargne pas, menent en fait le plus souvent une politique d'opposition respectueuse, et n'hésitent pas à collaborer avec le régime. Cela a été le cas. notamment, après la « Marche verte» de 1975 et la guerre du Sahara occidental, où ils ont accepté l'« unité nationale » autour du roi. Pendant ce temps, le régime menait une répression féroce contre les militants qui refusaient cette politique, notamment, en 1977, contre les marxistes-léninistes marocains.

En acceptant de mener cette politique, les leaders de l'opposi-

tion ont donné au régime de Hassan II le ballon d'oxygène dont il avait besoin, alors que, en 1974, il semblait condamné. Ainsi cette opposition, plus ou moins tolérée ou combattue, selon le moment, par le régime, n'en rend pas moins à celui-ci d'importants services. Elle lui permet en effet de contrôler les masses populaires, d'empêcher que leurs mouvements, leur mécontentement, ne prennent un caractère dangereux pour le régime.

Aujourd'hui, l'opposition a sans doute pris la température, et estimé que la révolte et le mécontentement populaire atteignaient un point critique. Elle a de nouveau pris la tête de ce mécontentement, dénonçant la politique de Hassan II et brisant « l'unanimité nationale ». Mais elle n'ouvre pas pour autant de perspective aux masses populaires. Elle ne cherche pas à les organiser pour abattre le régime de Hassan. Elle cherche, tout au plus, à se servir de ce mécontentement pour obtenir, pour les partis d'opposition, un peu plus de place et de considération.

"L'Accord national sur l'emploi »: un pas de plus des grandes centrales syndicales dans la collaboration avec le patronat et le gouvernement

« Dans ce pays et en ce moment, (...) le pain, la paix et la liberté sont en péril », a déclaré Marcelino Camacho, lors du congrès des Commissions Ouvrières qui vient de se tenir à Barcelone. « Les menaces actuelles de coup d'Etat, la démocratie assiégée — a-t-il ajouté — requièrent des forces politiques une adaptation à la situation, qui pour les Commissions Ouvrières passe par l'acceptation de compromis, comme celui de l'Accord national pour l'emploi ».

Il faut s'adapter, dit Camacho. Mais cela ne veut pas dire adapter les salaires à l'inflation. Cela signifie le contraire, car en réalité cet Accord national pour l'emploi est une nouvelle version, revue et corrigée, du pacte de la Moncloa, qui prévoit ouvertement un abaissement du pouvoir d'achat des travailleurs pour les mois qui viennent.

Alors que, d'après les statistiques officielles elles mêmes, la hausse des prix dépasse actuellement en Espagne 15 % l'an, cet accord, signé par les Commissions Ouvrières (proches du Parti communiste) et l'UGT (socialiste) d'un côté, et par la Confédération Espagnole des Organisations Patronales de

l'autre, prévoit pour 1982 des augmentations de salaires comprises entre 9 et 11 % ! Bien sûr, si l'inflation est nettement supérieure à cela, des modalités de révision sont prévues. Mais l'accord précise que, de toute manière, l'augmentation des salaires sera toujours inférieure de deux points à l'augmentation de l'indice officiel du coût de la vie

Et encore, tout cela ne sera-t-il valable que pour les entreprises qui font des bénéfices. Les autres, au nom de la défense de l'emploi, ne seront même pas tenues de l'appliquer.

Mais cette fois-ci, les centrales syndicales ouvrières signataires n'ont pas recommencé l'erreur commise lors de la signature des accords de la Moncloa. Il y a des contreparties à l'engagement qu'elles ont pris de modérer les revendications ouvrières.

D'une part, le patronat accepte enfin ce qu'elles réclamaient depuis longtemps : dans les entreprises de plus de 250 travailleurs, c'est la direction qui se chargera de retenir sur les payes les cotisations des syndiqués et qui les versera au compte des organisations syndi-

cales. Dans la situation actuelle de raréfaction du militantisme, cela améliorera sans doute la trésorerie des syndicats.

Mais surtout, le gouvernement s'est engagé à verser aux syndicats signataires, à titre de première indemnisation pour le patrimoine syndical saisi par Franco de 1936 à 1939, une somme de 2 400 millions de pesetas (environ 18,4 milliards d'ancien francs).

La justification est d'autant plus curieuse que la CNT, qui n'a pas signé cet accord, mais qui possédait de nombreux locaux en 1939, ne reçoit rien, alors que les Commissions Ouvrières qui n'existaient pas en 1939, sont traitées sur le même pied que l'UGT.

Comme on le voit, c'est tout de même pour un peu plus que pour un plat de lentilles que les deux grandes centrales syndicales espagnoles ont vendu le droit des travailleurs à défendre leur niveau de vie, sérieusement entamé depuis des années. Mais il n'est pas dit pour autant que les travailleurs, eux, se laisseront faire longtemps.

Gabriel CATALA

L'HUILE ---

A ce jour, l'épidémie dite de « pneumonie atypique » aurait donc fait en Espagne officiellement 54 morts depuis le début de mai

Depuis le premier décès enregistré, le 1er mai dernier, de multiples explications avaient été avancées. On avait parlé d'un germe récemment découvert (la « legionella »), d'accidents liés à la présence d'armes bactériologiques qui seraient entreposées à la base américaine de Torrejon, de microbes véhiculés par l'eau, les fraises ou certains légumes. En fait, aujourd'hui, le doute n'est plus guère permis. Une enquête épidémiologique, conduite par des médecins de l'hôpital de l'Enfant-Jésus de Madrid, a montré que tous les malades atteints de la prétendue « pneumonie atypique » avaient consommé les jours précédents de l'huile vendue en vrac.

Des échantillons d'huile fournis par les malades ont été analysés: il s'agissait d'un véritable cocktail de la mort, contenant une demi-douzaine de substances hautement toxiques, à commencer par de l'aniline. Cette huile, vendue comme huile alimentaire, était en réalité de l'huile de colza dénaturée, destinée initialement à des fins industrielles, et à laquelle avaient été vraisemblablement ajoutés un certain nombre de produits pour lui donner l'aspect et l'odeur de l'huile d'olive.

L'affaire est aujourd'hui devenue un scandale politique, car le retard mis à découvrir les causes du mal, à lancer une campagne d'information en direction du public et à organiser le ramassage de l'huile en cause, ne semble pas seulement dû à des difficultés d'ordre technique, ou à de l'impéritie administrative. Le ministère de l'Intérieur espagnol a annoncé le 2 juillet l'arrestation de responsables présumés de la commercialisation de ces huiles frelatées.

Mais s'il a tant tardé, c'est sans doute que l'affaire de « l'épidémie de pneumonie atypique » n'est que la partie émergée d'un gigantesque iceberg.

Depuis quelques années, la production espagnole d'huile a subi une mutation profonde. Le traditionnel olivier, qui demande relativement beaucoup de main-d'œuvre, est en régression. Le tournesol a au contraire envahi des milliers d'hectares en Castille et en Andalousie. Le colza, qui bénéficie d'importantes subventions de l'Etat, est lui aussi en pleine expansion. Mais, si l'huile d'olive est plus chère, rien ne saurait en remplacer la saveur pour des millions d'Espagnols. Aussi la tentation est-elle grande de « transformer » d'autres huiles en huile d'olive.

C'est paraît-il une pratique courante : avec neuf dixièmes d'huile de colza et un dixième d'huile d'olive de dernière qualité (au goût particulièrement fort), plus quelques colorants, on fabrique quelque chose dont la vente rapporte gros. Selon certaines sources, ces trafics atteindraient 10 à 15 % du marché. C'est dire qu'il ne peut pas s'agir seulement de combines artisanales, et que cela ne peut se faire qu'avec la complicité de gros producteurs ou de gros négociants.

Bien sûr, dans la majorité des cas, ces cocktails frauduleux sont inoffensifs. Et les fabricants de l'huile qui a tué 54 personnes à ce jour (et dont on ne sait combien d'infirmes elle fera) ne sont peut-être qu'une minorité des responsables de ce trafic. Mais visiblement, beaucoup de monde souhaiterait éviter une enquête trop approfondie sur le commerce de l'huile et les réticences des autorités sont significatives à cet égard.

G.C

ITALIE____

Spadolini, un nouveau gouvernement... jusqu'à la prochaine crise

Après plus d'un mois de crise gouvernementale, l'Italie a un nouveau gouvernement. Grande nouveauté: le Premier ministre n'est plus démocrate-chrétien; c'est Giovanni Spadolini, dirigeant du Parti Républicain, parti qui recueille 3 % des voix aux élections, alors que la Démocratie Chrétienne en recueille 38 %.

Un compromis a donc été trouvé entre le Parti Socialiste de Bettino Craxi, qui revendiquait la présidence du Conseil, et la Démocratie Chrétienne qui refusait de l'abandonner.

Si la Démocratie Chrétienne a accepté de renoncer à ses exigences, c'est que jamais, sans doute, elle n'avait été aussi discréditée. L'éclatement du scandale de la loge P2, s'ajoutant à bien d'autres, a fini par convaincre ses dirigeants d'accepter de laisser à un autre la responsabilité du gouvernement. A condition que cet autre ne soit pas socialiste.

Côté socialiste, on a estimé que le fait d'avoir, enfin, un Premier ministre non démocrate-chrétien constituait un précédent, et valait donc d'être accepté; quitte à revendiquer, dans quelque temps, que les républicains passent la main au PSI

Enfin, côté PCI, les premiers signes ont été plutôt encourageants pour Spadolini. Tout en réclamant encore une fois d'avoir des ministres au gouvernement, le PCI se déclara prêt à aider de son côté à « une amélioration immédiate du climat politique et moral ». L'opposition promise par le PCI à Spadolini semblait donc devoir être très constructive.

Les choses semblent cependant un peu plus difficiles, maintenant que le gouvernement est formé. Car, pour prix de l'abandon de la présidence du Conseil, les démocrates-chrétiens ont demandé une compensation : ils ont pris la part du lion, avec 15 ministres. Du coup, leurs partenaires grognent. Quant au PCI, il a jugé que la composition du gouvernement était « le fruit de

choix qui ne répondent pas à l'intérêt national » et il a annoncé une opposition « dure et intransigeante ».

Pourquoi ce changement de ton de Berlinguer? Celui-ci veutil seulement marchander un peu plus, avant d'accepter d'assouplir sa position? Y est-il incité par le précédent que constitue, désormais, l'entrée du PCF au gouvernement en France? En tout cas, Spadolini voulait proposer, aux syndicats et au patronat, l'adoption d'un « plan antiinflation », comportant des engagements de modération des salaires, et peut-être une refonte de l'échelle mobile des salaires, jugée trop « inflationniste » par les patrons. L'attitude de Berlinguer semble signifier que le PCI, avant d'accepter un tel plan, demandera des compensations. Le jeu politique italien, sous Spadolini, n'a finalement rien de bien nouveau.

La Démocratie Chrétienne ne le voit pas comme une parenthèse dans son long règne, tandis que le PSI le voit comme une parenthèse vers le sien, et que le PCI juge la situation favorable pour réclamer plus de participation et de considération. L' « opposition » du PCI n'est, une fois de plus, qu'une façon de marchander son influence sur la classe ouvrière.

André FRYS

Sous le septennat du premier président socialiste, VINCENT AURIOL



MAYER-LANIEL: LES DERNIERS GOUVERNEMENTS DU SEPTENNAT

Depuis juin 1951, bien que le président de la République soit socialiste, les socialistes ne font partie d'aucun gouvernement et c'est une majorité de droite qui gouverne. En 1953 se succèdent le gouvernement du radical René Mayer jusqu'en mai, puis le gouvernement Joseph Laniel (indépendant), dont l'UDSR Mitterrand fait partie comme ministre délégué au Conseil de l'Europe.

Comme leurs prédécesseurs, ils vont se

heurter au poids que faisait peser l'enlisement de l'impérialisme français en Indochine sur le budget du pays.

En effet, le septennat d'Auriol est particulièrement marqué par une politique de féroce répression coloniale, en particulier en Indochine. Les Etats-Unis aident financièrement les gouvernements français à mener leur sale guerre, mais la guerre exige toujours plus de



Août 1953 : l'armée remplace les postiers en grève au tri du courrier.

(AED)

La répression coloniale prend de plus en plus d'ampleur

En juillet 1953, par exemple, le général Navarre, commandant les forces armées en Indochine, obtient des renforts d'aviation de marine, des spécialistes et des cadres, pour un coût de 10 milliards de francs.

La répression des mouvements nationalistes ne se limite pas à l'Indochine.

A Paris, lors du défilé du 14 juillet de la CGT, la police tire sur le cortège du MTLD (organisation nationaliste algérienne) et fait 7 morts et 44 blessés.

Au Maroc, en août, des troubles font 23 morts. Fin août, la France dépose le sultan marocain, pas assez coopératif à son

goût, et en fait élire un autre, plus docile. A Rabat, l'Istiqlal, mouvement nationaliste, avait décrété une grève des commerçants pour protester contre le coup de force français. L'ordre est donné d'ouvrir les magasins. Protégés par des hommes armés de mitraillettes, des policiers munis de barres à mine et de marteaux fracturent les volets de bois qui ferment les échoppes, obligent les commerçants à ouvrir les boutiques. Des magasins sont saccagés.

Vincent Auriol ne désapprouve pas cette politique, au contraire: il envoie un télégramme de félicitations au nouveau sultan marocain mis en place par le gouvernement français: « Au moment de l'accession au trône de Votre Majesté, je lui adresse le salut de la République française, et je lui exprime les meilleurs vœux de bonheur ».

Des centaines d'opposants sont arrêtés tous les jours au Maroc.

En Tunisie aussi, les opposants remplissent les prisons, et la presse française commence à parler de ratissages qui ont lieu dans ce pays, et d'exécutions sommaires. Le trésorier du Néo-Destour (organisation nationaliste) est assassiné par des Français organisés en commandos.

La grande grève d'août 1953

Les réactions des fonctionnaires ne se font pas attendre. Elles ont lieu avant même que ces décrets-lois ne soient rendus publics.

Dès le 6 août, la poste de Bordeaux est en grève générale illimitée. Aussitôt, Laniel déclare « que les intérêts particuliers s'élèvent avant même de connaître nos intentions, ils ont tort. Qu'ils aient la parole, c'est normal; qu'ils aient le dernier mot, ce ne serait pas tolérable ».

Le lendemain, en réponse, l'ensemble des fonctionnaires — postiers, cheminots, gaziers, électriciens — se mettent en grève, ainsi que les transports parisiens.

Le gouvernement envoie des ordres de réquisition : ceux qui n'y répondraient pas dans la journée seraient suspendus de leurs fonctions et déférés au Parquet.

Ces réquisitions étaient faites par application d'une loi de 1938 « sur l'organisation générale de la nation par temps de guerre ».

En plusieurs endroits de France, les postiers forment des cortèges vers les préfectures ou sous-préfectures pour brûler dans un grand feu de joie leurs ordres de réquisition.

Les sanctions pleuvent: 5 agents requis sont condamnés à huit jours de prison ferme à Paris; à Lyon, 2 facteurs à six jours de prison avec sursis; à Toulouse, 24 cheminots sont déférés devant le Parquet.

Le gouvernement utilise l'armée pour remplacer les gré-

vistes, et même les détenus de droit commun pour ramasser les ordures, mais il n'est pas possible de remplacer 4 millions de grévistes!

La vie économique est complètement paralysée : en Bourse, par exemple, le marché financier perd de 40 % à 70 % de son activité normale, du fait de la nontransmission des ordres de la clientèle. L'approvisionnement est difficile, surtout en province. Les touristes sont bloqués par centaines. Des milliers de personnes, du fait de la grève des Chèques Postaux, sont démunies de toutes ressources, et on envisage même de créer des centres d'hébergement.

Les grévistes bénéficient, malgré les dérangements que cela lui cause, de la sympathie de la population, qui subit depuis des années les attaques répétées des différents gouvernements contre son niveau de vie.

Le gouvernement qui, au début, refusait toute négociation avant la reprise du travail, cède devant l'ampleur du mouvement: les bas traitements sont revalorisés, les décrets-lois mis sous le coude, une prime versée aux postiers. Sur ces quelques concessions, les syndicats poussent à la reprise. Le mouvement se termine donc, il a duré un mois, en plein mois d'août, et a été la première réaction d'importance aux attaques répétées des différents gouvernements contre la population labo-

Le budget de l'Etat : un gouffre à milliards

Pour faire face aux difficultés budgétaires, Mayer demande au Parlement que lui soient accordées des « lois-cadres », c'est-àdire des lois donnant au gouvernement plus de latitude pour gouverner par décrets et de réformer la fiscalité sans consulter le Parlement. C'est ainsi que l'Assemblée nationale lui accorde fin janvier 1953 un article-cadre lui permettant de lever par décrets 280 milliards d'impôts nouveaux. Mayer envisage aussi de réformer la Sécurité sociale, en particulier en

reculant l'âge de la retraite pour faire des économies.

Mais lorsque René Mayer demande, le 12 mai, des pouvoirs spéciaux pour tenter de résorber le déficit du budget qui est encore de 100 milliards, il est renversé.

Dès son investiture, Laniel augmenta de nombreus es taxes : il majore le taux des produits pétroliers, augmente de 30 % les droits de consommation sur l'alcool, de 20 % les droits de timbre, le prix du pas-

seport passant par exemple de 1.000 F à 2.000 F.

Et il réussit, lui, à se faire voter des pouvoirs spéciaux temporaires jusqu'en octobre pour réduire le déficit du budget. Ces pouvoirs lui permettent de « coordonner, suspendre, modifier ou compléter certaines dispositions législatives de façon à réaliser des réformes et des économies dans l'administration publique et dans certains domaines économiques : alcool, commerce ». (Le Monde, 7-7-53).

Laniel s'attaque aux fonctionnaires

Laniel entreprend alors de s'attaquer aux fonctionnaires, espérant ensuite pouvoir s'en prendre à toute la classe ouvrière.

Il prépara des décrets-lois dans ce sens. L'âge de la retraite serait reculé de deux ans pour les fonctionnaires. La retraite était de 63 ans pour les services sédentaires (65 % du personnel), et 58 ans pour les actifs. De plus, il veut transformer un certain nombre d'actifs en sédentaires, ce qui aurait eu pour conséquence un recul de sept ans de l'âge de la retraite.

Il décide de bloquer tous les salaires, alors que les syndicats de l'époque protestaient contre le retard croissant pris par les salaires. Les postiers, pour leur grande majorité, gagnaient 25.000 F par mois, alors que le minimum était de 20.000 F.

Il prévoit le licenciement de 4.000 auxiliaires alors que le trafic avait augmenté en six ans de 20 % et les effectifs baissé de 2 %, et que la situation de pénurie de personnel était générale dans la fonction publique.

Avec ou sans président socialiste...

En décembre 1953 s'achève le septennat du premier président socialiste Vincent Auriol. C'est René Coty, un indépendant, qui est élu président de la République le 23 décembre 1953. Le remplacement d'un président socia-

liste par un président indépendant entraîna si peu de changement politique que c'est Joseph Laniel qui resta président du Conseil six mois encore, jusqu'en juin 1954!

Laurence VINON

LA TORTURE SOUS LE GOUVERNEMENT **GUY MOLLET**

Dans le dernier numéro, nous avons relaté comment le gouvernement à direction socialiste de Guy Mollet, non content d'avoir aggravé la guerre en Algérie, s'était lancé dans l'expédition de Suez contre l'Egypte et comment, lâché par les Etats-Unis, il avait dû battre piteusement en retraite.

Dans le numéro de cette semaine, nous allons voir comment le gouvernement Guy Mollet encouragea, tout en les minimisant et en faisant mine de les condamner, les tortures dont furent victimes les « suspects » en Algérie. Et qui n'était pas « suspect » là-bas ? Malgré la censure sévère qui fit que peu de gens furent informés, ces procédés suscitèrent l'inquiétude de certains libéraux et l'indignation des jeunes militants de gauche.

Dans le prochain numéro, nous relaterons les circonstances de la chute du gouvernement Guy

Massu chargé de liquider le FLN à Alger

Après Suez, la guerre d'Algérie ne fit que s'intensifier. Le 7 janvier 1957 le général de parachutistes Massu reçut les pouvoirs de police à Alger: c'était le début de ce que l'on a appelé la « bataille d'Alger ». L'annonce d'une grève générale pour la fin du mois « déclencha une véritable panique à la préfecture d'Alger, panique qui se ressentit jusqu'au cabinet de Lacoste. L'autorité civile se sentait incapable de lutter contre l'action du FLN », dit Courrière dans son livre sur La guerre d'Algérie. Il poursuit: « Bons ministres de « gauche », préfets honnêtes, grands administrateurs, hauts fonctionnaires de grande classe, tous disent à Massu à la veille de la bataille d'Alger: « Il faut y aller par tous les moyens, il faut que ça saigne. Voilà les pouvoirs de police. On vous couvre En fait, la torture va être employée à grande échelle. Dans une note aux officiers de l'armée du 19 mars 1957 (d'après Vidal-Naquet dans son livre La torture dans la République), Massu écrit : « La condition sine qua non de notre action en Algérie est que ces méthodes soient admises, en nos âmes et consciences. comme nécessaires et moralement valables ». Dans son livre La vraie bataille d'Alger, Massu lui-même écrit : « Le procédé le plus couramment employé, en sus des gifles, était l'électricité. (...) Je l'ai expérimenté sur moimême, dans mon bureau d'Hydra, et la plupart de mes officiers en ont fait autant. (...) Les uns et les autres étaient catalogués et jugés dans cette qualification de questionneurs comme dans leur dextérité de tireur ou de parachutiste ».

L'extension de la torture

L'extension de ces procédés va effrayer jusqu'à un haut fonc-

tionnaire comme Paul Teitgen. Secrétaire général de la police à Alger, il finit par démissionner, après avoir déclaré, d'après le livre de Vidal-Naquet: « J'ai acquis la certitude depuis trois mois que nous sommes engagés - non pas dans l'illégalité, ce qui dans le combat est sans importance — mais dans l'anonymat et l'irresponsabilité qui ne peuvent conduire qu'aux crimes de guerre. Je ne me permettrais jamais une telle affirmation si, au cours des visites récentes aux centres d'hébergement de Paul-Cazelles et de Beni-Massous, je n'avais reconnu sur certains assignés les traces profondes des sévices ou des tortures qu'il y a quatorze ans je subissais personnellement dans les caves de la Gestapo à Nancy ».

Teitgen signa lui-même 24.000 assignations à résidence parmi lesquelles, selon ses déclarations, 3.024 individus devaient disparaître, morts sous la torture ou sommairement exécutés. D'après Vidal-Naquet, ce chiffre ne représente pourtant que les cas dont Teitgen est sûr, c'est-àdire une petite partie de la réa-

Le gouvernement couvre et encourage

Quant au gouvernement Guy Mollet, il approuve. Reliquet, ancien procureur général à Alger, affirma en 1960 au juge d'instruction de Rennes chargé d'enquêter sur l'affaire Audin, si l'on en croit Vidal-Naquet : « Non seulement il ne fut rien fait pour punir ceux qui s'y étaient livrés et pour punir leurs pratiques mais, je le tiens du général Allart (...) certains ministres, MM. Lacoste, Bourgès-Maunoury et Lejeune, les ont encouragés ».

Lartéguy, un écrivain de droite qui a écrit un roman à la gloire des parachutistes, Les centurions, décrit à sa façon la situation. Il fait dire à un de ses per-

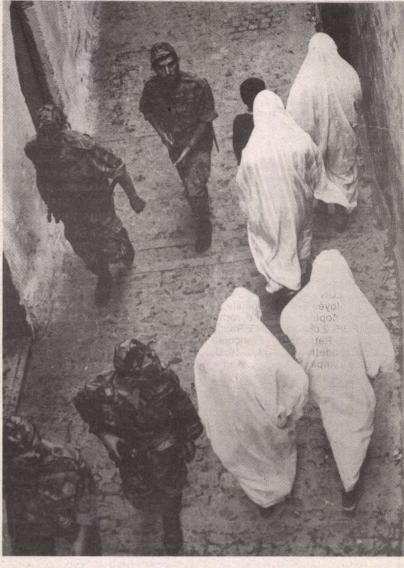
sonnages, s'étonnant d'être cité comme témoin par un juge alors qu'il se croyait couvert : « Chaque fois que des ministres ou des députés venaient à notre PC. je leur disais : « C'est à côté que ça se passe ». Les uns faisaient semblant de ne pas comprendre ou de croire que je faisais une bonne plaisanterie. (...) D'autres répondaient avec un petit geste bénisseur de la main: « C'est pour la France ». Et voilà que les mêmes salopards veulent nous faire passer devant les tribunaux ».

Le gouvernement justifie en effet hypocritement la torture. D'un côté on peut voir un ministre socialiste comme Eugène Thomas, ministre des PTT, la défendre presque ouvertement, dans un discours cité dans Le Monde du 7 mai 1957: «Il y a actuellement beaucoup de cœurs sensibles qui s'indignent devant les prétendues atrocités de l'armée française en Algérie. Noble sentiment. Mais je m'étonne que cette sensibilité soit à sens unique. Quand les soldats français sont pris par les fellagas, on sait ce qui leur arrive. Mais alors les cœurs sensibles ne saignent pas. (...) Si les soldats, dans un mouvement de rage, de douleur et d'indignation, se laissent aller à quelques réflexes presque instinctifs de violence dans le douar où gîtent les assassins, alors les cœurs sensibles crient à l'horreur. Oui, ils sont horrifiés par la vue du sang, à condition que ce ne soit pas du sang français ». Quant à Lacoste, il traitait ceux qui dénonçaient la torture d'« exhibitionnistes de l'intelligence et du cœur » (Cité dans Vidal-Naquet).

La censure

Par ailleurs, les saisies de journaux, les poursuites, parfois les arrestations (comme celle du professeur Mandouze le 9 novembre 1956) contre des journalistes ou des intellectuels qui avaient osé dénoncer la torture sont nombreuses.

L'historien H. Marrou, après avoir condamné dans un article la torture, reçut chez lui la visite de la police. Il écrivit alors au président de la République, Coty. Celui-ci lui répondit (cité par Vidal-Naguet): « Là-bas la patrie est en danger, la patrie est au combat. Le devoir dès lors est simple et clair. A ceux qui ne sont pas astreints à la discipline militaire, il commande à tout le moins ce minimum de discipline civique qui leur interdit tout acte et même tout propos susceptible de jeter le trouble dans l'âme des enfants de la patrie ». Les ministres socialistes partageaient entièrement cette conception... toute militaire de la liberté d'expression. Le journal France Observateur fut saisi et censuré à plusieurs reprises. Même Le Monde fut inquiété : le gouvernement lui interdit d'augmenter son prix de vente en prétextant la lutte contre l'inflation, en fait



Les pleins pouvoirs de police sont donnés aux paras de Massu à Alger. (photo extraite du film La bataille d'Alger).

pour le punir d'avoir laissé passer un peu trop d'informations. A lire la presse de cette époque, on ne se rend guère compte qu'une guerre qui fit des centaines de milliers de morts — plus d'un million selon le FLN — était en cours en Algérie.

Les commissions d'enquête bidon

Le gouvernement affecta néanmoins de vouloir réagir contre les « excès ». Après la découverte en septembre 1956 d'une affaire de torture contre des communistes européens d'Algérie à Oran, une commission parlementaire y avait été envoyée : elle conclut à l'unanimité moins une voix à l'inexistence de ces

Le 5 mai 1957 était instituée par le gouvernement une « Comdroits et libertés individuels » en Algérie qui commença à fonctionner après la chute de Guy Mollet. Voici comment Hamon et Rotman, dans le livre Les porteurs de valise, jugent son efficacité: « Le 19 juin 1957, deux membres de la fameuse commission, le général Zeller et le professeur Richet, visitent le centre de tri d'El-Biar. Les paras du 1er RCP qui occupent cet immeuble encore inachevé (d'où est tombé en mars Ali Boumendjel) ont été prévenus la veille. Les détenus non présentables ont été évacués. Henri Alleg est emmené dans un édifice voisin. Maurice Audin est transféré ». Elle servit davantage, comme la plupart des commissions officielles, à enterrer la question qu'à s'y atta-

Tout un peuple sous l'oppression

Le problème de la torture ne se limite pas à un certain nombre d'affaires, même graves, au cours d'interrogatoires de suspects. Robert Bonnaud, un rappelé en Algérie, écrit dans un article envoyé et publié dans Esprit d'avril 1957, La paix des Nementchas: « Dans le courant de l'été 56, l'opinion publique française découvrit les tortures quotidiennement dispensées en Algérie. (...) L'habitude de torturer, sinon les méthodes de torture, ne date pas de l'été 56, ni même de novembre 54 : elle date du moment où il y eut en Algérie des indigènes et des forces de l'ordre, des bicots et des flics. (...) Qui ignorait qu'à Tébessa, dans les salles de police où on interrogeait, les portes étaient vers le bas d'une etrange tonalité grenat sombre, parce que, la peinture partie, le sang des malheureux avait imprégné le bois, ineffaçablement?» La guerre, intensifiée sous le gouvernement socialiste, ne fit qu'aggraver le régime d'oppression et de terreur qui en Algérie était le lot des musulmans. Vidal-Naquet écrit : « Partout ou presque où I'on se bat effectivement, dans les Aurès, en Kabylie, la torture, les meurtres de prisonniers sont pratiqués de façon courante. (...) A la fin de 1956, on peut croire que la situation à Alger s'est alignée sur le bled »: et: « De jeunes officiers disposent d'immenses pouvoirs, pratiquement le droit de vie et de mort sur des nombreuses populations ».

Jean HAINAUT

COUSCRIPTIONS

Nous continuons cette semaine la publication simultanée des noms de tous ceux qui ont soutenu financièrement la campagne d'Arlette Laguiller et de ceux qui ont souscrit pour aider les candidats et les candidates de Lutte Ouvrière aux élections législatives.

Que tous et toutes soient ici remerciés. Le montant total des deux souscriptions atteint ce jour : 1.206.976 F.

LIMOGES: Soutien Gradom: Vaynes, 13. Anonyme, 50. Anonyme, 40. Bathier, 50. Anonyme, 10. Eymoutiers Foire, 5. Un cheminot, 5. Idem, 10. Bereza, 5. Sirieixa, 10. Un cheminot, 10. Un cheminot, 20. Un barbu, 10. Un barman, 10. Un cheminot et un ami, 10. Un cheminot, 10. Un copain, 5. Un cheminot, 5. Un copain, 20. Un autre copain, 20. Encore un copain, 10. Un copain, 10. Un copain, 10. Un ami, 10. Un copain, 20. Marcheix Y., 50. Jean-Jacques, 50. Illisible, 10. Cheminot, 25. Sympathisant de La Croisille, 20. Sympathisant, 15. Cheminot, 25. Cheminot, 10. Cheminot, 30. Soutien Nexon, 5. Christiane, 50.

CHU LIMOGES: Laurent, 30. Fougeras, 20. Anonyme, 5. Anonyme, 30. Anonyme, 10. ASH, 50. Mondot Daniel, 30. Anonyme, 30. Dognon Marie-Claude, 10. ASH, 30. ASH, 20. Agent de bureau, 10. Infirmière, 10. Un aide-soignant, 50. Giry, 10. Une infirmière, 50. Un infirmier, 100. Blancheton Joëlle, 30. Bzoreck Edouard, 30. Une ASH, 20.

VIERZON: Picard, 10. Une travailleuse intérimaire, 10. Gigi, 10. Employée Sécurité sociale, 10. Employée Sécurité sociale, 10. Une copine, 150. Irène, retraitée, 100. J.Y., 150. Sympathisante, 25. 2 collectes, 245. Rougeron, 100. Barraud, 20. Instituteur, 15. Retraité, 50. Françoise Moreau, 100. Marie-France, 10. Bernadette, 10. Michel, 10. Das Sylvas, 10. Un pré-retraité, 15. Un sympathisant, 100. Annie, 50. Un agriculteur d'Eymoutiers, 20.

CHU ESQUIROL: Un employé, 20. Félices ASH, 10. Une copine, 100. Anonyme, 50. Devant la porte, 5. Claudine, 50. Marie-Paule, 35. Soutien St-Junien, 5. Anonyme St-Germainles-Belles, 15.

LIMO-VIANDE: Jojo « La Tripe », 10. « Lancaster », 15. Gilles, 15. Rolland, 10.

REGION PARISIENNE: Marc, 20. Frédéric, 80. Nicole, 100. Paul, 50. Ingénieur CEA, 100. Levi, 50. Olivier, 100. Marc Boisserie, 150. M. et Mme Braun (Rueil), 30. Employé CNAVTS, 100. Employée de la CNAV, 10. Informaticien de la CNAV, 10. Employé de la CNAV, 10. Suzanne Cornic (Rueil), 15. CRAMIF: Clergé J.M., 50. Emmel F., 20. Sigiscar, 20. Riquet,

Miller, 10. Lemoyen, 10. Roussel, 10. Dauphin, 10. Potiron,

50. Espigare, 5. Farnabe, 5. Rangassamy, 10.

BAGNOLET: Sympathisant, 5. X. Piernon, 50. Gouwie
Thierry, 10. Monsieur Alain, 5. En soutien, 10. Pour AL, 5.
Ancesta, 15. Combourien, 15. Hollemaert, 25. Un chômeur de la Sopad, 25. Pour Arlette, 15. Varda (Oise Meru), 100. LYON: Une passante, 10. Solange Petiaud, 200. Claude,

100. Collecte meeting, 244. Une sympathisante, 100. Un étudiant INSA, 21. Un étudiant INSA, 20.

HOPITAL E.-HERRIOT: Bernard Ash, 50. Antoine OP, 20. M.

Rose, ASH, 20. Surveillante Labo, 25. Laborantine, 10. Vergne, 55. Assistante, 50. ASH Christiane, 150. Retraité, 100. ASH Antoinette, 30. ASH Yvonne, 30. Laborantine, 100. Laborantine, 20. Aide-puéricultrice, 20. ASH Mireille, 20. Hôtelière, 20. Laborantine, 100. A.S., 50. Laborantine, 10. Laborantine, 20.

Médecin, 50. Laborantine, 20. Laborantine, 50. JEUMONT-SCHNEIDER: Thévenot, 20. Perez, 10. Doudou, 10. Gratz, 20. Soutien à Mestres, 20. P.A., 10. Lebossé, 50. Soutien à Mestres, 20. « Jae Manix », 10. Ronne, 10. Rochette, 10.

Palot, 10. Bel, 10. Camille, 10. Jeannot, 10. Jean, 10. DELLE-ALSTHOM (Villeurbanne): Employée, 10. Employée, 10. Ouvrier, 10. Employée, 50. Employée, 10. Employée, 10. Employée, 50. Vicole, 60. Acheteurs LO, 85. Ouvrier, 30. Delle, 5. Ouvrier, 10. Employée, 50. M. Delle, 12. Vingort, 20. B.P., 10. Carré, 10. O. Delle, 10. I. Delle, 10. B.F., 50.

R.V.I. SAINT-PRIEST: Un ouvrier, 30. Gennevay, 10. Jacques, 10. Pucci, 10. Un ouvrier, 20. Un ouvrier, 190. Jacques (Paris-Rhône), 50. Bellet, 50. Bonnevialle, 30. DROME: Un fidèle sympathisant de Dieulefit, 100. Jean-Claude (sympathisant Valence), 10. BELLEVILLE: Une sympathisante, 50.

Sympathisant, 100. VILLEFRANCHE: Un sympathisant, 10. AUDE: Soutien meeting Carcassonne, 10. Soutien réunion

Peyria-Minervois, 30. PTT-CARCASSONNE: Lacoste, 20. Cathary, 50. S. Inspecteur, 30. Ripiego, 10. Cabirov, 20. Saunière, 20. Bosch, 20. Arino, 40. Gros R., 20. S. Desarmand, 10. X. Florediezes, 20. Marie, 20. Tardieu, 10. Baccou, 20. Anonyme, Goucaud, 10. Cassan, 10. Coviraux, 10. Cauvet, 10. Jamma, 10. Cl. Marti, 10. Anonyme, 10. Caricau, 10. Daniel, 10. Cucimillère, 10. X., 10. Legend, 30. Elis, 10. Clumert, 10. Chamul, 20. Antoine Serment, 50. Estupina, 10. Spinato, 10. Aymerie G., 10.

Genet, 10. Illisible, 400. J.Y. Vidl, 20. TOULOUSE: Philippe Tarbes, 100. Alice, 35. Roulaud, 10. 2 sympathisants, 15. J.F.L. Ramonville, 100. Françoise, 200. Nadine, 20. Irène, 10. Janine, 10. Michèle, 20. Anne Marie, 100. Annie, 10. Elisabeth, 10. Mère militant, 30. Institutrice, 200.

Soutien, 5. Mère de militant, 200.

LILLE-ROUBAIX: Guillot, 50. Leune, 20. Jean-Pierre, 25 Christian, 10. Bernard, 20. Sen. François, 50. Jean-Luc, 20. Jean-Paul, 10. X., 20. Joseph Raflik, 100. Professeur Villeneuve, 75. A.F., 25. Thérèse, 35. Annie, étudiante, 10. Françoise, étudiante, 15. Marie-Françoise, 10. Nicole Beghin, infirmière, 20. Patrick, 20. Jean-Claude, 50. Monique, 100. Angèle et Maurice de Rouchin, 500. Une employée Danzas, 200. Marie Christine, chômeuse, 10. Collecte Cité hospitalière de soutien à la candidature d'Agnès Lefebvre, 365. Coutant, 50. Beudin, 50. Maurice, 15. Isabelle (Boulogne), 100. Institutrice, Roubaix,

CITE HOSPITALIERE - LILLE: Micheline AS, 30. Martine, employée, 50. Robert, cuisine, 15. Maternité Salengro collecte, 52,80. Hospice général collecte, 146,70. Maternité Salengro, 140. Sylvie, infirmière, 20. Vero, infirmière, 30.

Famille Marchand, 50. Claudine AS mit, 15. Bernadette, 20. Annick, 50. Evelyne, 50. « Je ne suis pas d'accord mais c'est pour Agnès » Janine, 40. Garton A., soignant, 10. Jean-Pierre, élève AS, 50. Lucien, brancardier, 12. Leila et Richard, 100. Simone, hôtesse, 10. Jocelyne, hôtesse, 20. Anna, aidesoignante, 15. Louisette, aide-soignante, 10. Monique ASH, 5. LINE, 10. Nouvelle embauchée d'une semaine ASH, 6. Marie-Françoise, 10. Pour la démocratie dans la gauche, un collègue, 100. Anonyme, 10. Jean-Claude, externe, 10. Christiane, 15. Cri-Cri, aide-soignante, 50. Evelyne, ASH, 5. Sylvie, 10. José, 10. Françoise, aide-soignante, 100.

MASSEY-FERGUSON LILLE: José, 20. Paoli, 15. Elhiri, 10.

Christian, 10.

DUNKERQUE: Ahmed, 10. Un soudeur des Chantiers de France, 10. Jacqueline, prof., 100. Henri Charafdir, 10. Un immigré sans patrie, 10. Un inconnu, 21. Catherine; 45. Patrice, 10. Une sympathisante, 50. Madocsi, 30. Soudeur, 30.

DIJON: Hamed, sympathisant, 20. Mémère, 20. Georgette, 10. Maria, 5. Andrée, 20. Jojo, 20. Murielle Alain, 50. Famille G., 50. Marthe, 30. Bernard, manœuvre, 50. G.B., prof, 100. Une sympathisante, 100. Marie-Thé, 10 Henriette, 20. Andrée, 10. Patricia, 15. Un couple sympa, 100. Anonyme, 10. Ouvrier Peugeot, 20. Déclassé Peugeot, 40. Retraité du bâtiment, 10. Ouvrier Peugeot, 50. Paul, 10. Michel, ouvrier régleur, 40. Danielle, PTT Dijon, 20. Une sœur, 50. Employée Chèques Postinia. taux, 100. Serges, 30. Un magasinier, 20. Sympathisant Autun, 25. Sympathisante Nolay, 50. HAUTE-MARNE: Vicaire, 10. Fira, 100. D.P., 100. R. CH., 50.

Des parents, 100. Chauvot, 50.

CLERMONT-FERRAND: Employé CAF, 30. Marie, 50.
Tomio, 200. Pierre et Michelle, 50. Un sympathisant, 20.
Ouvrier Michelin, 50. MICHELIN: Un ouvrier de GMX, 20. Un mensuel de GL, 95. Un ouvrier de UDA, 15. Un plâtrier peintre, 50. Un mensuel de GX, 200. J. Doly, professeur, 200. THIERS: Dédé, 100. Danielle, 30. Roger et Marie, 120. Guélon, 200. BORDEAUX: Soutien à Arlette, 5. Laborda, 200. M. Bernard,

20. Çathy, 10. Carole, 15. Une mère, 1 000. Un Bèglais, 100. Annie, 75. Domi, 30. Commerçante marché Ambarès, 5. Josiane Sigadère, 50. Jeanine, 50. Anonyme, 16. Christiane, 10. Legout, 10. Une sympathisante, 200. Gérard, 50. Jeanine, 10. Sophie, 10. Joëlle, 150. Une femme de ménage, 10. 2e femme de ménage, 10. CRAMA: Mme K., 20. Momo, 20. Le censier rouge, 25. Brigitte, 10. Annick, 20. François, 20. Guy, 10. Fafa, 10. Yoyo, 10. Michel, 20. Dali, 20. Raquemal, 5. Philippe, 20. Murielle, 60. Frangin, 50. Maman sympa, 100. Josse, Inppe, 20. Murielle, 60. Frangin, 30. Marian Sympa, 100. 3038, 100. HOPITAL: Clearries, 100. Dusserey J., 10. Guillon, 50. Le Peintre, 22. Rabot, 200. PG, 20. Kerro, 25. Monimaud, 20. LANDES: Dupong Léonce, 50. Leclerc, 10. ANGOULÊME: Père et mère d'un candidat, 500. DIVERS: P.L., Bruxerolles, 50. D.J., Crosne, 200. ROUSSEL UCLAF: ROMAINVILLE: Texeva, 50. Babylotte, 200.

25. Péchon, 10. Bélaidi, 20. Un ouvrier tunisien, 20. Guittot, 20. Professeur Gouala, 20. Gellom, 10. Rolande Paribas, 25. Granite rose, 20. Docteur Popol, 10. Jacqueline, 10. Fournier, 20. Kelbati, 10. Diaby, 10. Jean-Louis Gaillard, 100. Bew, 10. Bernard, 10. Loux Michelle, 100. Christian, 20. Une technicienne, 20. Anonyme, 10. Alain, 10. D. Charles, 20. De Castro, 20. Tunelle, 10. Mateille, 15. Moi !!, 10. Annick, 100. Un enseignant de Montluçon, 100. Balbure Jean, 500.

PTT PLM PARIS: Pelo, 30. Pellegrini, 50. Sympathisant, 50. Zana Jean-Paul, 5. Patrick, 15. Soutien à Lutte Ouvrière, 160. Iceberg, 10. Annick, 10. Parrot, 12. Houbdine, 15. Tréhin, 15. H.B., 100. Danielle, 50. JB, 15. JM, 10. Pat, 15. Patrick, 20. Michel, 10. Guy, 20. Postier, 15.

CARBONE LORRAINE - GENNEVILLIERS : Natnot, 10. Fernandez, 10. Mesgauoud, 5. Guelmine, 10. Mme Schreudern, 10. Cataldy, 5. Aoufi, 10. Khadi, 5. Gugusse, 10. Willy, 50. Scalisi, Staigre, 10. Doudou, 15. Bertin, 10. Joblon, 15. Guilloi, 10. RHONE-POULENC - VITRY: Un ouvrier, 300. Marie-Ange,

200. Collecte au 10 juin 1981, 500.

RHONE-POLENC - COURBEVOIE : Jacquet, 10. Parent, 10.

Garabj, 10. Tardif, 10. Lemedioni, 5.

RENAULT-BILLANCOURT: Jean-Claude, 100. Alain, 50. Bretagne, 10. Jeannette, 20. DPT 12: Mohamed, 25. Mohamed, 15. André, 25. Alain, 20. Georges, 50. Mohamed, 10. Guy, 50. HOPITAL COCHIN: Pierre, 50. Maryse, 20. Françoise, 50.

Marie-Thérèse, 30. HOPITAL SAINT-ANTOINE: Belle-sœur, 100. Micheline, infirmière, 20. Muriel (quelle rapace!), 50. Josiane (vivé le nouveau député), 50. Monique, le Picsou du service, 50. Note pour la photo: 12/20, note pour la candidate: 20/20, 200. Huguette, 20. Une copine, 100. Françoise, 50. Monitrice, 50. Annie, une copine du labo, 20. Mireille FO, 125. Une vieille pote, 50. Catherine Labo, 20. Une bonne copine, 50. Une sympathi-

sante, 20. Anne-Marie, infirmière, 50. RNUR CTR RUEIL: Technicien, 18. Albert, 20. Gérard, 10. Dantonoy, 10. Abbon, 10. Martin, 50. Nappey, 30. CREDIT LYONNAIS - PARIS: Marianne, 45. Une amie, 30.

Annie, 20. Une collègue, 20. Christiane, 20. Eliane, 13. Béatrice, 20. Dominique, 10. Christine, 10. Danielle, 20. Sylvia, 20. Odile, 10. Daniel Cohen, 50. Jacob, 50. Judith, 10. Sonia, 10. Anonyme, 50. Amanda, 100. Pierre, 20. Danielle, 100. Madeleine, 20. Illisible, 50. Françoise, 30. Elisabeth, 30. Christiane, 20. Gisèle, 20. M.-José, 50. Joëlle, 10. Françoise, 20. Josette,

NORTON LA COURNEUVE: Didier Knoerlé, 100. Bouchot, 20. Taille, 10. François, 10. Duckewicz, 20. Monique Labasque, 10. Viviane, 10. Claensens, 15. Domingo, 10. Rossi Giovanni, 5. Rustcki, 10. Mme Marquet, 20. Sybille, 40. Mach, 10. Hadj, 10. Mickey, 10. Bettaves, 10. Michel, 30. Philippe, 5. Un sympathisant, 100. Ma mère, 200.

20. Liliane, 10. Isabelle, 20. Marie-Christine, 10. Roger, 50.

Total à ce jour :

1.206.976 F

URSSAF - PARIS: Annie, 10. Françoise, 10. Blon Domini-

AIR FRANCE ORLY NORD: Menot Marc, 150. Vienne, 10.

Planning, 10. Planning, 10. Debors, 50. Vauthier, 10.

LEP DE VILLIERS-LE-BEL: Legallois, 100. Herisson, 30.

Navassartian, 15. Pham-Xuan, 30. Rosenfeld, 50. Becquet, 40. Ninot, 20. Libaud, 30. Delaruelle, 20. Magro, 20. Julien Saint-Amand, 20. Bennett, 10. Bounquin, 100.

ARGENTEUIL: Villatte, 10. Une électrice d'Arlette, 20. Etudiant Nanterre, 100.

DANS LA RUE A BAGNOLET: Francine, 10. Eva, 10. Nadine, 10. Jeannot, 5. Isabelle, 10. Paulôt, 5.

CREDIT LYONNAIS ANNEXES: Marie Jo, 50. Claude, 50. Christian, 50. Michel, 20. Jean, 50.

CAF PARIS 15: Jacky, 50. Jeannine, 10. Raymonde Jégou, 100. Reyt Jean-Pierre, 50. Marcay Corinne, 20. Fourreau Stéphane, 30. Breteau Sylvie, 50. Père d'une militante de la CAF, 200. Une anar, 20. Une employée de la CAF, 10. Souchon Annie, 100. Une retraitée, 25. Une collègue, 20. Jacqueline, 35. Claude, 100. Lucienne, 15. Nana, 10. Gentili, 50. Grandjean, 10. Fernandez, 10. C. Benjamini, 20. Lamounière, 50. Alberti, 10. Lahmar, 12. Sobo, 5. Joel, 10. Abdo, 20. Biannic Imbert, 30. Monique Coet, 20. Dominique Menager, 20. Joëlle le Bris, 100.

Peudennier Joëlle, 20. Guillerey Michel, 40. Lecerf Bernadette, 20. Le Tual, 20. Le Guénic Isabelle, 20. Monfeuillard Josette, 20. Naudin Janine, 20. Employée budget, 20. Banygues Béatrice, 20. Employée guichet, 25. Employée, 20. Vincent Jacques, 20. MT Cousia, 20. Femmes de ménage, 50. Guillon, 20.

Le Moal, 20. Employée, 20. SNCF VILLENEUVE: Jean-Luc, 45. Gérard Chet, 10. Illisible, 10. Dédé M., 10. Prats, 10. Qta, 10. Didier, 10. La Malle, 10. Joé le Viet, 10. Tonton cristobal, 50. Le Menhir, 10. Marcel, 5. Chambert, 10. Robert, 5. Patrick G., 100. Le Moderne Bar, 200. INTERTECHNIQUE: G.A., 100. M., 40. A., 10. R., 10. L., 10.

G., 50. R., 20. C., 15.
ATELIERS NANTERRE SNCF: Marquet Alain, 50. Ronau cheminot, 5. Catherine et Jean-Jacques, 20. Un « fusillé

marin », 20. Un cheminot, 10.

SNECMA CORBEIL: Michel, 30. Barenton, 20. Menadine, 20. Lemoine, 100. Simonutti, 10. Un travailleur, 10. Fontenoy, 10. Béroni, 10. Nioche, 10. Dussap, 10. Calvigmac, 10. Brouté C., 10. Dajon, 10. Pues, 10. Boudeux, 10. Thenaut, 10. Une demi-travailleur, 10. Bussières, 10. Baudhin, 10. Faux, 10. Meigner, 10. Dambourini, 10. Laprune, 10. Garrido, 10. Goffard, 10. Boulon, 10. Rivoac, 10. Cadic, 10. Mahé, 10. Lescale, 10. Martinot, 15. Illisible, 10. Dudeffant, 10. Hanres, 10. Pelletier, 10. Debray, 10. Gaudon, 10. Valentini, 20. Mack, 10. Ducros, 10. Buck, 10. Alex, 30. Moreau, 10. Philippe, 10. Le Houan, 10. Flamant, 10. Mas, 10. Lécurier, 10. Boucher, 10. Lestoux, 10. Rocherieux, 10. Clausse, 10. Bonneau, 10. Duret, 20. Rousselle, 10. Gourlin, 10. Jahier, 10. Collin, 10. Del Seme, 10. Tanguy, 10. Suid, 4. Alfred, 10. Petitjean, 10. Lopez, 10. Lelong, 10. Lebrun, 10. Martin, 10. Lauilier, 10. Guicrotin, 10. Jousset, 50. Rahsan, 10. Nicho, 10. Cheniti, 100. Azzouzin, 10. Bourgeois, 10. Semlali, 10. Pierre Justes, 10. Buimiou, 20. Un rital, 10. Toures, 20. Bertou, 50. Franc, 100. Pique nique (Sénart) du candi-

PARIS SNCF LA CHAPELLE: Dodot, 10. Fiesque, 10. Char-

retier, 10. Delecray, 20. LMT: Daniel G., 100. Bernard L., 100. Francis I., 200. Carnac, 30. Cantoz Pariscout Pantin, 300. Jean B., 50. La Pince,

SNCF ATELIERS DE VITRY: Alex, 10. Pinna, 10. Didier, 100. Serge, 10. Raggi, 15. Cadiergues, 10. Jean Charles, 10. ALSTHOM-ATLANTIQUE LE BOURGET: Moreau, 50. De

Cia, 50. Momo, 30. Boivin, vive la victoire, 30. André, 30. Goyer Alain (vive les jeunes), 20. Vive les vacances, Christian, 15.

Mailland, 15. Gax, 20. Coutet, 10. Anonyme, 5. Anonyme, 5. Bouché, 50. Christian, 10. Christian, 10. Un sympathisant, 15. MUTUELLE DU MANS: Huguette, 10. Employé PG., 20. Illisible, 10. Extension 73, 15. Un anti-militariste, 10. Charlot, 10. Un employé TNS, 10. COP, 10. Extension 73, 10. Employé Calif, 20. Employé TNS, 10. Employé courrier, 10.

COURCELLOR: Arlette, 30. Monique, 10. Fabienne, 10. CAPIMMEC: Arlette, 100. Linda, 30. Christine, 40. Illisible, 0. Illisible, 10. Illisible, 5. Anonyme, 10. Guytane, 30. Maguy,

YVELINES: Mme X, Rambouillet, 11. Un travailleur de Schuco, Le Perray, 5. Un travailleur de Schuco, 100. Un antiélectoraliste en contradiction, 100. Une amie d'Elancourt, 100. Un fidèle lecteur, 100. Gérard, 30. Bailleux Pierre-Jean, 100. Nicolas, 10. Robert, 20. Le Grand, 50. Pierre, 50. Jacques, 10. Un ami de Trappes, 50. Philippe, un sympathisant, 100. MANTES: Robert G., 15. L'Ancien, 35.

FLINS: Un camarade de Flins, 200. Heuze Jacques, 20. Un militant, 80.

LE MANS: Un pilote du Mans, 10. TNS, 10. Pour l'extrêmegauche, 15. Employé Siège, 10. Employé, 10. Sympathisante, 50. Sympathisant Siège, 50.

REGION PARISIENNE: Nicole, 300. Un papa, 200. Une maman, 300. Martine, 100. Claire, 50. Bernard, 100. Claire, 50. Une assistante sociale pour le socialisme, 200. Brenor, 50. Hoover, 50. Un sympathisant à UAP Le Pelletier, 50. Soutien Mont-Mesly, 100. Christine, 500. Baudiot Cl., 30. Mère d'une copine, 100. Un alsthomien (Alsthom Saint-Ouen), 50. Marie Aimée, 75. Niur, 15. Rouge, 15. Illisible, 50. Pour la 26° circonscription de Paris: PTT 18°: Charles, 50. Jacques, 100. Marc, 50. Yves, 20. Alain, 50. Ghazarian, 300. Jean Jacques, 80. Senting 180. tignan Pascal, 200 (Pour la révolution internationale). Instit 77,

Souscriptions (suite)-

200. Issigeac, 10. René, 15. Guy, 40. Camille, 50. X., 200. Travailleur immigré, 30. Ferran, 50. Serge, 100. Maryse, 200. Un lycéen, 20. Un commerçant sympathisant de Châtillon, 10. Michel du XIVe, 500. Maryse, 50 (INSEE). Daniel, INSEE, 100. Tony, 100. Le père d'une copine, 400. Dippizzo, Paris 18, 100. Laurent, 10. Lionel, 25. Nane et son canard, 40. Une sympathisante, 210. Joëlle (hôpital Cochin), 10. Bagnolet : une militante communiste pour aider, 20. Joches, 10. Mme Laurain, 10. Villand, 10. Hélène, 10. Marie-Claude, 15. Une aide-soignante de Saint-Joseph, 5. Un individualiste, 50. Mireille, 100. Danièle, 30. Murielle, 10. Josiane, 15. Camille, 10. Un copain, 200. Un autre copain, 50. Ma chef sympa!, 20. Isabelle Metayer, 100. Olive, 10. Michel (CRCA), 10. Un travailleur d'Air France (Orly), 100. Mme Berranger, 30. Sortie réunion Lilas, 303,70 F (23 personnes). Sympathisante, 30. M. Duboc, 20. Mme Oudni, 15 Mme Degroise, 50. Pour arrondir, 1,30. Christiane, 100. Lucienne Besançon (Bagnolet), 100. Lorenzo Sancho de Greihac, 50. Une sympathisante de Clichy, 100. Gilles, du CL, 30. V.G. des AGF, 900. Alex, 50. Farina (RATP champ.), 10. Sympathisant LMT, 50. Lydie, Paris 19°, 50. Fabienne Pacory, 50. Lydie, Paris 19°, 50. Fabienne Pacory, 50. Lydie Pacory, 20. Dorst, 20. Un copain, 100. Joseph (travail). 500. Marie-Noëlle (travail), 10. Patrice E.N. Auteuil, 250. Roland, 30. Régine, 50. André, 10. Gomez, 20. Complément fête, 75. Suzane Roux, 100. Gaubicher et Carrey, Grigny, 20. Vive Arlette, 500. Quatre copains du C.E. de la Caisse des dépôts et consignations, 40. Collectif « Pour une alternative vraiment alternante » Paris IV, 30. Maman, 100. Sylvie, 40. Une travailleuse immigrée, 20. Nicole, 150. Humeau, 100. Frémeaux, 10. Lacascade, 5. Pain, 10. Le-Gall, 10. Guy, 10, Marie Christine, 20. Capdevielle, contre les crédits militaires, 50. Annick Roger, 20. Stéphane Lijeanne, 20. Jubiana, 50. Bernadette, 50. A. Sornin, 80. C. Decaer, 150. Une employée, 50. Une syndicaliste de l'INP, 30. Roselyne, 20. Claudine R., 30. Paul, instituteur, 70. Granier, 70. M. Derumaux, 50. Pascal, 10. Fabienne, 15. Vincent, 10. Gilles, 10. Alice, 10. Un chercheur d'Orsay (Essonne), 50. Une sympathisante, 10. Un couple de sympathisants, 50. Une sympathisante, 20. Jacqueline (NCR La Défense), 50. Claude, 50. Pour la liste, 200. Soutien, 200. Un travailleur, 20. Sympathisant, 50. L.F., 10. Irène, 25. Magda, 20. Complément, 5. P.L., (CIT Arcueil), 200. Liliane, 100. X., 3.500. Boudin Georgette, 10. Moreaux, 10. Vautier, 10. Sylvie, 100. Robert BVA, maçon, La Belle Etoile, 100. Benard, 100. Robin, 30. Françoise, 55. Un employé de Citroën St-Ouen, 100. Patrice et Sophie, Monfleur, 100. Santiago Hombrado, 20. Bruno Rageneau, 20. Fournier, 10. Tavernier Cl. des AGF, 50.

CLERMONT-FERRAND: Loulou, 50. Anonyme, 150. Béal, 350. Un travailleur de Cégédur Issoire, 200. Dudu, 100. Dudu AIA, 20. Yvonne, 50. Anonyme, 20. Anne-Marie, 50. Didier, 20. Monique, 50. Exposito Joséfa (employée Michelin), 200. Parents d'une copine, 20. Dominique Cruz, 50. Une copine, 50 Mme Dosgilbert, 10. M. Dosgilbert, 10. Françoise, 50. Cop, 50.

Cop, 50. Quenet, 30. Lili, 20.

BOURGES: Une mère de famille, 10. Un copain de LO, 10. Une copine de Rosières, 100. Marcel, un ancien de Rosières, 30. Un camarade Rosières, 10. Pour le bulletin, 3. Une vieille copine, 20. Pour la feuille et pour Colette, 10. Nicolas, Rosières, 15. Un retraité, 10. Une copine, 10. Une vieille copine, 15. Pour arrondir, 7. Le camarade de Philippe, 50. Marthe et Guy, pour la révolution, 50. Collecte Rosières, 140. Un enseignant, 200. Alfred, Michelin, 10. Chara, 40. Cif, 20. Gallien, 50. Marie, 10. Prof IUT, 20. Daniel Michelin, 20. Chantal, 100. Pissou, 50.

ROUEN: P. Batteux, 50. C. Danjou, 10. D. Lefranc, 20. CGL., 20. AM le Baron NOS, 10. M. Liani, 10. Une employée, Yvelines, 15. Nelly, 20. P. Holley, 10. Chadia, 15. Elisabeth, 10. Une employée, 10. Un travailleur de Cléon, 30. Une travailleuse, 50. Un lycéen, 10. Un copain, 100. M. et Mme Dourdain, 100. Régine, 50. Claude, 50. Christine, 150. Agnès, 100. Claude et Muriel, 100. Jean, 50. Gampigny M., 100. Jeanine, 20. Marga-

LE HAVRE: Christiane, prof, 100. Françoise, prof, 50. Un

copain du Havre, 5. Sympathisants, 50.

RNUR CKD-GRAND-COURONNE: Claude Suard, 10. Alain Jourdain, 20. Arlette Routier, 20. La Cigale, 10. Michèle, 10. Gégé, 10. Dominique, 10. Martial Téteau, 15. Katia, 10. Ohnimus, 15. Alain Cantrel, 20. M. Vivet, 20. Arlette Autret, 20. Jeannot, 20. Lulu, 10. Horlaville, 20. Pierrot, 20. Michel, cariste, 10. Claude Lemoal, 30. Lhonoré, 20. Dewagenaere, 20. Degrugillier, 20. Rémy Masson, 10. Chantal Barwolf, 15. Bébert, 50. Michel Rollain, 10. Chantal, 10. Mercier Christian, 10. Michel Huart, 20. Jacky Etienne, 20. Alain Robert, 10. Jean Dugnetai, 10. Antonio Martin, 10. Vita Ciric, 10. Alain Chateauvieux, 10. Daniel Verrier, 10. Pavan, 10. Gilar, 10. Nicole Sauvage, 20. Capron, 10. Hedou, ancien secrétaire CGT-CKD, 10. Dominique Hervé, 10. Roland Lesire, 10. Serge Lefebvre, 30. Denise Elie, 20. Colasse Christain, 20. Claude Sauvage, 20. Moraga, 10. Serge Boivin, 10. Jeanine et Liliane, 20. Gérard Weidling, 10. Gégène, 10. Christian Lefèbvre, 20. El Mahalli, 10. Jacquot, 10. Marc Leveuf, 20. Chantal, 10. Lionel Cheret,

ANGOULEME: Un ami, 100. Un autre ami, 50. Un électeur d'Arlette, 20. Une jeune femme, 10. Lysiane, 100. Un enseignant, 10. Lalaigne, 100. Une copine, 50. Parents d'un candi-

CHAIGNAUD - CHARENTE : Rousseau, 100. Une employée, 100. Un OS, 50.

LEROY-SOMMER - ANGOULEME : Deux retraités La Roche, 200. Evelyne, 100. Un travailleur, 10. Un travailleur, 25. Un travailleur, 50. Un travailleur, 50. Angèle Ruffec, 100. Un travailleur, 30. Un travailleur LS, 30. Un modeleur, 50. Un travailleur, 30. Un oS, fonderie, 10. Un travailleur, 10. Un travailleur,

50. Un travailleur, 50. Un travailleur, 10. BORDEAUX: Collecte meeting, 216. Sophie, 30. Evelyne, 10. Anonyme, 10. Monique Ahmed, 50. Carmen, 30. Maryse, 10. Une sympathisante, 10. Marie, 30. Josette et Paul D., 35. Sympathisants LO, 50.

HOPITAL HAUT-LEVEQUE - BORDEAUX : Possemé, 30. Une aide-soignante, 20. Jardiniers, 80. Michèle Mounier, 50. HOPITAL SAINT-ANDRE - BORDEAUX : Denise, 50. Anne-

Marie, 20. Une employée, 50. HOPITAL SUD-BORDEAUX: Mère, 30. Frangin, 20. Pat, 15.

Brancardier, 10. Un copain, 20

CHEQUES POSTAUX - BORDEAUX : Une employée, 20. Un

employé, 50. Un employé, 50. Une employée, 50. Une employée, 50. Une employée, 20. Une employée, 20. Une employée, 50. Une employée, 20. Une employée, 30. Un employé, 30. Un employé, 50.

CRAMA - BORDEAUX : Gimon Pierrette, 50. Dolorès, 10. Nicole, 10. Maryse, 10. Lulu, 10. Dewever, 10. Pertus, 10. Hélène, 10. M. France, 10. Allons z'enfants, 10. Tinchou, 10. Josette Haney, 10. Orduna, 10. Anne-Marie, 10. J. Brosseaud, 10. Gimond Suzette, 30. Marina, 20. Jo, 20. Paule, 5. Kiki, 15. Denise Daudet, 40. Maïté E., 10. Geneviève, 200. De Blay, 10.

LANDES: Père d'un copain, 50. Des grands-parents sympas, 100. Michèle, 50. Pierre, 50. Réunions Pontonx, 10. Copain de Capdevielle, 100. Annie, 50.

BOURGES: Delbove, 100. Un ami, 30. La mère d'un militant, 20. Un retraité de Villeneuve, 5. Un chef Rosières, 10. Un copain, 5. Sympathisante, 20. Une copine, 30. Christiane, 5. Retraitée de l'hôpital, 10. Une ex-secrétaire de l'hôpital, 20. Sur le marché, 5. Une retraitée de Graçay, 20. Une aidesoignante, 10. Une copine, 2500.

NIEVRE: Copine, 400. Ouvrier Creusot Imphy, 50. Ouvrier SNCF Vauzelles, 10. Instituteur, 20. Employés CAF, 5. Collecte Imphy, 38. Assistante sociale, 50. Copine, 7, Une sympa-

thisante de Bourges, 100. A. D'Aubry, 50.

LIMOGES: Une copine, 50. Anonyme, 10. Christian Roussie, 100. Une copine, 500. Père d'une copine, 50. Chatain, 50. Saint-Jeunien, soutien pour LO, 5. Soutien pour LO, 5. Barrère Jean et Dominique, 50. Anonyme, 5. Dournazac, 20. Mireille, 15. Soudeur FPA, 12. Mécanicien FPA, 10. Hamed, FPA, Bruno, FPA, 10. Fabrice, FPA, 30. Soutien Seullat, 5. Un sympathisant, 10. Laurent, 50. Pour aider, 5. Jacky, 10. Illisible, 10. Idem, 5. Conjeaud, 10. Dussouchaut, 10. Deschamps Jean, 10. Anonyme, 10. Bruzot, 5. Peyrat le château, 50. Réu nion, 50. Monique, employée de bureau, 100. Un cheminot, 30. Un cheminot, 10. Une cheminote, 15. Un cheminot, 10. Un cheminot, 5. Une cheminote, 16. Un cheminot, 10. Denis Jean-Marie, 20. EDF, 5. Martine, 10. Mournetas Paulette, 100. Coudert, 10. Raboisson, 10. Marcet Marie, 10. Peyrot Jeanne, 10. Marceau, 20. Un copain, 10. Un copain, 10. Un cheminot, 10. Un cheminot, 10. D. Restoin, 20. D. Mournelles, 200. Michel et Nicole, 20. Anonyme, 30. Anonyme, 15. Daniel Labonne, 70. Un copain, 1 000. Anonyme,

ORLEANS: Maggy, 30. Un fauché, 10. Sympathisante, 25. Nadia, 20. Nadine, 20. Un camarade africain, 50. Pour arrondir, 5. Nicole, 30. Une sympathisante, 30. Danielle, 20. Marylène, 20. François, 100. Micheline, 20. Un camarade, 200. Antoine 200. Marc, 100. Janine Renaux, 100. Vernin Jacques, 30. Josette Picard, 50. Une camarade, 500. José, 200. Rigaux, 50. Marry, 30. Nadège, 30. Mertens, 100. Un travailleur de Quelle, 500. Un employé CCP, 50. Une camarade, 300. André et Bernadette, 30. Un copain des E.M., 100.

CHU BRABOIS - NANCY : Christiane, 200. Claude, 20. Anny, 200. Chantal, 15. Anonyme, 10. Denise, 20. Anonyme, 20. Guy,

NANCY: Maman d'une candidate, 100. Mémé d'une candidate, 50. Lopin, 20. Xavier, 100. Sympathisante, 50. Dominique, 300. Rombas, 3,15. Les frangines, 10. Pour arrondir, 2,85. Albertine Neis, 100.

USINOR NEUVES MAISONS : René Bigot, 5. Jean-François Niclot, 10. Julien Carlier, 10. Roger Masson, 5. Alain Savonnière, 5. René Demangel, 5. Jean-Michel Ferry, 15. Jean-Luc Liebaut, 20. Bordenet, 20. Raymond Franck, 6. Marc Moretti, 15. René Hecht, 10. Guy Bernard, 10. Henri Chuart, 40. Gérard

LUNEVILLE: Hertz Jean-Pierre, 10. Soutien marché, 15.

Martin, 50 FORBACH - MOSELLE: Chantal, 150. Michèle, André, 50.

ARDENNES: Marsteau Christine, 500. Ansonnaud J.P., 100. Bernard Dekepper, 100. Santangelo Luigi, 50. Godfrin, 10. Queyrel Michèle, 10. Filipczak, 70. S.S., 10. Troisgros Rémi, 50. Boucquey Michel, 100. Sem Philippe, 5. Une antinucléaire de Chooz, 10. Michèle Limbourg, 20. Jean-Marie Chooz, 25. René Méchin, 40. Bernard Vaucher, 50. Bruno Chiron, 5. Philippe Labarre, 10. Cesar Serrau, 20. Julien Demarez, 50.

REIMS: Allart, 15. LORRAINE: Bernard, 100.

VAR: Weynachter, 50. Marché Pont-du-Las, 5. Marco Porte

d'Italie 100

DREUX - INDRE-ET-LOIR: Sylvie, bibliothécaire, 150. Françoise prof, 160. Anne, infirmière, 102. Marc, 100. Complément,

SARTHE: Averous, 10. Collecte MGF, 24. Marie Françoise,

DORDOGNE: Illisible, 50. Soutien, 3. Discours, 50. Michèle

et Alain, 200. Un militant, 97.

TOULOUSE: Sympathisante, 50. Sympathisant, 200. TARN: Deux acheteurs de LO au marché d'Albi, 10. Michèle, 1.000. Fatima, 10. Andrée, 10. Roux, 20. Une révolutionnaire, 200. Rouquayrol Eveline, 100. Martinez Pierre, 30. Puech Michel, 35. Pauzies Gil, 50. Annie Laval, 50. Un réfugié espagnol qui en a bavé sous les socialistes mais espère qu'ils ont changé, 100. Borreda José, 10. Illisible, 20. Ollivier, 20. Un enseignant payé au SMIC, 40. Christian, 100. Guy, 50. Un acheteur de LO, 5. Anonyme, 50. Pour arrondir, 5. Galera, 40. Poisson, 95. Un espagnol, 50. Christian, 50. Myriam, 20. Le plus à gauche possible, 50. Le plus à gauche FAI, 50. C et C, 30. Soutien-divers, 20. Un prof, 300. Une révolutionnaire, 30.

LYON: Rougeon, 10. Rostain, 20. Delize, 20. Crire, 20. Thevenet, 20. Sallet, 20. Dédé, 20. Tom, 20. Plasse, 10. Rolland, 10. Ladière, 10. Rocchi, 10. Cottin, 20. Roux A., 10. Bard, 10. Gresse, 10. X, 10. Tronati, 10. Moles, 10. Hantzer, 10. Bensoussan, 20. Chaussy, 20. Philippe Tarare, 100. Marché Tarare, 10. M. Morin « retrouvailles avec des camarades », 5. Luc Laurent, 10. Une sympathisante, 100. Soutien, 5. Sœur d'un copain, 50. Un copain, 30. Pour la révolution, 100. Deux aide-soignantes sympas, 10. Un copain de l'INSA, 50. Ouvriers Titan (Villefranche), 100. Ouvrier Titan (Villefranche), 50. Hôpital Croix Rousse: Mireille, 20. Daniel, 15. Chantal, 15. Christine, 20. Sympathisante Feyzion, 200. Pour l'abolition des frontières, 50. Jacques, 50. Monique, 100. Hôpital Croix Rousse, 40, et 45. Laborantine HEH, 200. M. Douidot, Hôtel dieu, 50. Hôpital Edouard Herriot : un ASH, 50. Une laborantine, 30. Un sympathisant, 45. Roehr, 20. Class, 20. Roehr, 20.

DIVERS: Anne (Ain), 100. Un camarade de Villefranche, 400. Paucet, Alsthom Villeurbanne, 20.

LILLE - ARRAS : Michel et Clotilde, 50. Une amie, 60. Un cheminot, 150. M. IIIy, 150. Régis, 110. Chantal, 10. Mimie, 50. Denis, 10. Jet J.A., 20. Robert et Béatrice, 15. Bertelcot Laurence, 35. CHR: Faliu, 100. Delerue, 25. Emile, prof, 50. Thérèse, prof, 30. X, Renault Douai, 30. Roger et Denise, 100. Travailleur, 100. Gaston, 10. Michel Patty, 100. Médecin sympathisant, 50. La mère d'un copain, 100. Professeur Raucq, 20. Claire, 5. Baumetil, 10. Solveig, 35. Jean F., 35. Mme Déni-

court, 100. Christine, 50. Collecte FCB, 75,50. Jean Yves, 10. Hervé, 10. Myriam, 20. Sylvaine, 100. Meeting Lille du 4 juin, 400. Un élève aide-soignant, 200. Hervé R., 50. Employée Calmette, 10. Une employée Calmette, 10. Une employée Cal-

BEUVRY: Albertine et M. Morel, 150. ROUBAIX: Collecte Stein, 138.

RÉUNION PUBLIQUE LENS: Delayens MF, 100. Hourdequin J., 50. Destombes Odile, 10. Delaby Christian, 10. Mme Darras, 10. Zette, 20. Un copain à un candidat, 10. Un copain à un candidat, 10.

NORD - PAS-DE-CALAIS: Nathalie Zaggaria, 10. Catherine Adamus, 100.

HÉRAULT : Léger, 400. Mme veuve Bansept, 20.

MONTPELLIER: Bernard Gilles PTT, 20. Employé PTT, 20. Employé PTT, 10. Employé PTT, 10. Employé PTT, 10. Collecte DRT du 10 juin, 191,60. Employé PTT, 10. Bastide, 10. Martin, 10. Inspecteur PTT, 10. Fiat PTT, 10. Marielle Faure, 45. Mopty Robert, 10. Travailleuse, 100. Chômeur, 10. Léger, 100. Herdic, 10. Michel, 10. Jean, 10. Gallou, 30. Gisèle, 20. Vanscheewyck,

CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT - MARSEILLE : Pour soutenir, Jean-Marie, 100. Un soudeur du chantier, 100. Un électricien des chantiers, 50. Une dame rue des Poilus, 5. Lababuig, 5. Denoia, 10. Gonnard, 10. Abba, 10. Pescio, 5.

MARSEILLE: Une copine, 15. Grassi, 10. Parents d'un mili-

NICE: Une sympathisante, 20. Un Cannois, 150. ISÈRE: Busca (Chambéry), 20. 127 travailleurs RPI Pont-de-

Claix, 597 GRENOBLE: Un éducateur, 30. Martine, 30. Yvette, 100. Une travailleuse, 5. Désiré (métallo), 220. M. Tessa, retraité RPI, 50. Soutien, 5. Marché de Vif: une tomme en soutien, 5. Ouvrier RPI, 10. Pour les députés S de LO, 100. Soutien, 10. Sympathisante, 50. Robert, 20. Charles, 50. Henri, 30. Mermet, 100. Sou-

NANTES: Institutrice, 400. Mimi, 25. Monique, 150. Pierrette, 60. Un sympathisant, 100. Danièle, 50. Hervé, 50. Instit. 200. Pierrette, 50. Anonyme, 100. Rémy, 100. Christine, 20. Chantal, 10. Un communiste anonyme, 100. Le Breton, 10. Graffion, 10. Jouini, 10. Françoise, 100. Prof, 200. Enseignant, 100. Sympathisant, 200. Forestier Dominique, 10. Copain

sympa, 20. Frédéric, 50. Jannick, 50. RENNES : Une ancienne copine, 20. A la place de la voiture, 1.000. MT, 500. Brigitte, 200. Le frère d'une copine, 140. Une copine, 10. Une sympathisante, 20. Marie-France, 50. CHR DE RENNES: Une infirmière, 150. Soutien, 50. Un AS, 50. Soutien, 50. Un enseignant, 50. Un enseignant, 50. Jean-Luc, 50. Guy, 50. Pierre, 50. Christian, 50. Martine, 150. Madeleine D., 50. Loïc et Brigitte, 50. Un couple d'ouvriers, 20. Un autre ouvrier, 10. Un ouvrier de Melesse, 3. Une institutrice, 20. Françoise, 50. Une institutrice, 30. Soutien réunion Betton, 8. Un souscripteur, 75. Roland, Danièle, 300. Sylvie, 50.

SAINT-BRIEUC CHAFFOTEAUX: André, Tôlerie, 15. Paul, OS Tôlerie, 10. Daniel, OS Tôlerie, 10. Gérard, Tôlerie, 10. Un garçon de café, 200. Michel Philippe, Tôlerie, 15. Hervé, Peinture, 5. Pierrich, Tôlerie, 10. Lucien, 10. Jean Philippe, Tôlerie, 3,50. Christian, Tôlerie, 10. Christine, 50. Pour le candidat, 20.

ALSTHOM-ATLANTIQUE - SAINT-NAZAIRE : J.C., soudeur, 30. C.L., soudeur, 20. J.B., dessinateur, 35. E.C., soudeur, 200.

SAINT-BRIEUC: Un ouvrier, 5. Un ouvrier, Georges, 5. Une ouvrière Annick, 5. Un ouvrier Didier, 50. Une ouvrière, 15. Une ouvrière, 10. Une ouvrière, 10. Patricia, 10. Murielle, 10. Dominique, 100. Régine, 5. Jacques, 20. Franz, 25. Maurice, 25. Robert et Odette (retraités), 30. Michelle, 10. Serge, 15. Katé (mère de famille), 30. Irène, 5. Jean-Paul, 10. Fathi, 10. Anonyme, 100. Anonyme, 25. Bruno, 5. M. et Mme Berteuil, 21. Un acheteur, 5. Yvette, 100. Un acheteur, 5. Un acheteur, 5. Claude, 10. Monique, 50. Michel, 5. Claude, 10. Serge, 50. Robert, 10. Eric, 30. Michel, 100. Moutrejean, 10. Moro, 10. Jimmy, 10. Odette, 5. Chérif, 10. Parents, 100. Philippe, 10. Copain BR, 3. Germaine Chob, 50. Alain, 10. Michel, 10. Jean-Luc, 10. Un copain, 6. Un maître auxiliaire, 10. Devant le rallye, 10. Un maître auxiliaire du Lep « Les villages », 20. Lecommandoux, 20. René Thomas, 20. Sur le marché, 15. Lef. 5. Mère d'un copain, 200. Patrice, 20. Une ras-le-bol, 10. Pour le candidat, 20. Loïc, 100.

TOURS: Infirmière, 50. Infirmière, 45. Aide-soignante, 50. Institutrice, 25. Juignier, 20. Institutrice, 50. Legeard, 100. Rioland, 50. Prof LEP, 20. Max, 15. Eric, 30. Réunion Tours, 22. Une ouvrière, 10. Sympathisante, 100. Blestel, 10. Bertrand Martine, 20. Sur un marché, 5. Un copain, 100. « Toubib », 50. Maryse, 10. Edouard, 20. « La grogne », 100. Miramont, 50. Sornin Chantal, 200.

POITIERS: Mme Sylvain, 20. Mezui-Bikoro, 20. PME, 15.

SNCF SAINT-PIERRE-DES-CORPS (37): Bouchet, 2. Berges, 5. Blanchard, 5. Thesneau, 5. Laboret, 5. Thébeault, 5. Chaussemy, 5. Boisset, 5. Lagarde, 10. Anonyme, 10,50. Michel, 50,50. Sympathisante, 100. Une ouvrière, 10. Un agriculteur, 50. Un ouvrier, 10. Jean-Pierre, 50. Jean-Louis, 40. Un artisan, 50. Jean-Pierre, 10.

ANGERS: Une employée Euromarché, 20. Nicole, 15. Aideouvrier professionnel, 35. Employé libre service, 30. Philippe, 40. Une chômeuse, 15. Gilles, 20. Un copain, 30. Une lycéenne, 20. Un étudiant, 30. Une copine, 40. Un lycéen, 10. Une lycéenne, 10. Collecte Cégédur, 268.

CHOLET: Une instit, 50. Sympathisante, 500.

LIVRE

«Procès politiques à Prague»

de Karel Kaplan

Karel Kaplan est un ancien membre du Parti Communiste Tchécoslovaque qui avait suivi de près les travaux de la commission de réhabilitation des victimes de ces procès lors du Printemps de Prague. Il avait également préparé un livre sur le sujet, livre que les autorités interdirent de publication après 1968. Ce sont des éléments de celui-ci — ceux qui ont échappé au pilon — qui composent le livre publié aujourd'hui.

Au début des années cinquante, une vague de procès politiques déferla sur les pays d'Europe de l'Est situés dans l'orbite de l'Union Soviétique. Les premiers procès frappèrent tous ceux qui pouvaient représenter une opposition au régime. Mais dans toute une série d'autres, les principaux accusés furent de hauts dignitaires des PC et des Etats locaux qui s'y reconnaissaient coupables de trahison, de sabotage et autres forfaits destinés à frapper l'opinion. Parmi les plus célèbres victimes de ces procès, il y eut Laszlo Rajk (ministre hongrois

des Affaires étrangères), Kotchi Dodze (ministre albanais de l'Intérieur), Traïtcho Kostov (secrétaire général du PC Bulgare), Ladislaw Gomulka (secrétaire général du PC Polonais): tous furent exécutés sauf ce dernier, condamné à une lourde peine de prison. En Tchécoslovaquie, le secrétaire du PC, Rudolf Slansky fut pendu ainsi que dix autres dirigeants de l'Etat ou du parti. Arrêté en 1951, Gustav Husak - l'actuel président de la République et secrétaire général Parti Communiste Tchécoslovaque - fut condamné en 1954 à la prison à perpétuité, devant peut-être la vie sauve au fait de n'avoir jamais rien avoué, contrairement à la plupart de ses co-accusés.

En pleine Guerre froide, le but de ces procès n'était pas tant de frapper des ennemis réels ou supposés du régime de Moscou que d'assurer à celui-ci la fidélité des dirigeants de l'Europe de l'Est en prouvant que la dénonciation, la condamnation et la peine de mort pouvaient s'appliquer à n'importe lequel d'entre eux. C'est ainsi qu'en Tchécoslovaquie, ceux qui avaient organisé les premiers procès politiques de 1949-1950 (Husak, Svab, Slansky qui avait expliqué qu'il « faut que les camarades suivent l'ennemi de classe à la trace, comme des chiens de chasse »), de chasseurs devinrent gibiers en 1951-1952, lors des procès à grand spectacle, retransmis en direct à la radio de Prague. Pour que l'effet de terreur recherché soit complet, les « enquêteurs » soviétiques avaient obtenu que les accusés s'accusent en direct, à la radio, des crimes les plus invraisemblables. Pour cela, évidemment, tous les moyens, toutes les pressions et tortures physiques ou morales avaient été mis en œuvre.

Depuis la parution en particulier du livre d'Arthur London, L'aveu, l'un des rares rescapés des procès de Prague, le déroulement de ces procès n'est plus inconnu. Mais le petit livre de Kaplan vient apporter de nombreux détails sur leur mécanisme.

On peut y lire, par exemple,

Rudolf Slansky, secrétaire du PC tchécoslovaque, l'une des victimes des procès de Prague.

comment au sein du Parti Communiste Tchécoslovaque, et de l'Etat tchécoslovaque, pratiquement tous ceux qui exercèrent une quelconque responsabilité trempèrent dans la préparation et le déroulement de ces procès, certains dirigeants chargeant d'autant plus leurs collègues qu'ils espéraient ainsi se blanchir aux yeux de Moscou et des hommes de la Sécurité. D'autre part, les ambitions et rivalités de cliques dans l'appareil, qui venaient encore alourdir le climat, sont mises aussi en évidence.

Un livre intéressant, et cela même si l'on ne partage pas l'opinion de l'auteur qui impute à une prétendue nature du communisme et du socialisme l'existence de tels procès.

Joëlle GERARD

Procès politiques à Prague de Karel Kaplan. Edition Complexe. 170 pages. 18 F environ.

«Mon frère Chilpéric» de Paul Murray Kendall

Auteur des biographies de Richard III et Louis XI, Paul Murray Kendall raconte, dans ce roman historique, la vie mouvementée des quatre princes mérovingiens, Charibert, Sigebert, Gontran et Chilpéric, tous fils de Clotaire 1er et petit-fils de Clovis. Ces « rois aux cheveux longs » régnèrent sur le royaume des Francs, la Gaule, dans la seconde moitié du 6e siècle.

L'auteur a choisi de faire par-

ler Gontran et c'est donc lui qui fait la chronique de sa famille. Il raconte comment son père Clotaire réussit à devenir roi de toute la Gaule; comment à sa mort, chacun de ses fils intriguèrent et se combattirent férocement pour s'emparer des possessions laissées en héritage; comment, lorsque l'un d'eux mourait de mort naturelle ou d'un coup de dague bien placé, ses frères se jetaient sur la

dépouille pour un nouveau partage; comment encore, les reines Frédégonde et Brunehaut, leurs épouses, s'affrontèrent dans une lutte sans merci. Gontran, qui survécut à ses frères, décida finalement d'aider Chilpéric à protéger le royaume d'un nouvel émiettement entre les ducs et autres seigneurs des différentes régions qui briguaient, eux aussi, le partage des richesses. De la barbarie de cette période historique, ce livre nous brosse un tableau frappant. Et cela bien que la vie quotidienne des petites gens ne soit pas directement évoquée. Mais on devine quel a pu être leur lot au travers de ce récit de la vie des rois : saignés par l'impôt à chaque fois qu'une armée était levée ; astreints aux corvées, voyant leurs champs dévastés et leurs maigres greniers pillés à chaque passage

d'une horde en guerre et à chaque débandade des troupes mercenaires, en proie aux épidémies et à la famine.

Un livre très riche, intéressant, même s'il ne se lit pas toujours facilement en raison des nombreux détails historiques dont fourmille le récit.

Annick MORIZET Mon frère Chilpéric de Paul Murray Kendall. Ed. Buchet-Chastel. 250 pages. 65 francs environ.

«Les fils de la liberté»

de Louis Caron

Tome I: « Le canard de bois »

De ce roman est tiré le feuilleton qui est passé à la télévision ces dernières semaines. Louis Caron, romancier québécois, y relate la vie au 19e siècle au Bas-Canada peuplé en majorité de descendants des colons français, mais dominé par l'Angleterre depuis la fin du 18e siècle. Les Anglais monopolisent alors le commerce et les bonnes terres tandis que les Canadiens sont réduits à la misère, parfois chassés de leurs terres et de leurs demeures. C'est d'ailleurs dans ces circonstances qu'éclate en 1837 une révolte que les Anglais n'ont guère de mal à écraser. Dans le roman, cette révolte est montrée comme ne regroupant que quelques hommes armés de fourches et surtout sans perspective ni organisation, hormis le Parti Patriote qui tenta d'utiliser à son profit les événements mais n'était apparemment qu'un groupe de parlementaires sans influence Mais le roman est surtout consacré à l'évocation de la vie des Canadiens, avec des personnages comme le seigneur et le commerçant anglais, le notaire et le curé français serviles à l'égard des premiers. Et puis il y a aussi tout le petit peuple, avec Hyacinthe le bûcheron (le héros du livre), la jeune Métisse, le fondeur de cuillers, et les vagabonds que tout le monde surnomme les « contremaîtres inutiles ».

C'est là un roman vivant sur ce Canada du siècle passé bien que le récit soit entrecoupé par celui d'un descendant de Hyacinthe, vivant dans le Canada d'aujourd'hui, prénommé Bruno et dont l'histoire ne présente elle aucun intérêt.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Les fils de la liberté. Le canard de bois. T1 de Louis Caron. Editions du Seuil. 327 pages. 49 francs environ



« BUNGALOW » de Demouzon

Bungalow n'est pas un roman policier à proprement parler. Il y a bien crime et enquête mais l'intrigue a peu d'importance. Le centre du livre est plutôt « La Vallée », une ville nouvelle de 2500 hectares de béton, d'asphalte et de parpaing. Ce n'est pas une cité HLM classique, non, mais plutôt un ensem-ble résidentiel de pavillons. « Entre la rivière et le bois, la terre ancestrale. Un retour aux sources » dit la publicité. Seulement la réalité est autre. Coincés entre leur villa, le centre commercial avec parking de 3 000 places, leur travail frustrant, les petits-bourgeois de « La Vallée » craignent pour leur sécurité. Pneus de voitures crevés, une femme qui se fait prendre son sac, il n'en faut pas plus pour que naisse un groupe d'auto-défense de « Dupont-Lajoie ».

C'est cette vie étriquée, cet univers triste et banal que veut décrire l'auteur. Il y réussit assez bien, seulement sa peinture noire de cet univers a un ton un peu méprisant pour cette population qui se complait dans son univers, ce qui laisse une impression un peu désagréable.

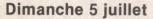
Pierre CHAMBEY

Bungalow de Demouzon. Ed. Flammarion. 200 pages. 35 F environ.

Sélection - télévision

Samedi 4 juillet

22 h 10. FR3. Dans la série Les Dossiers noirs, une émission en deux parties consacrée à Lucky Luciano. La première partie s'intitule Le syndicat du crime. Témoignages, photos et films d'époque retracent la carrière de ce chef de la mafia qui régna sur la pègre américaine jusqu'à la fin des années cinquante.



19 h 15. TF1. Les animaux du monde consacrent cette émission à la reproduction des oiseaux de mer dans la basse vallée du fleuve Sénégal.

20 h 35. TF1. Film: La Kermesse des aigles, de George Roy Hill, avec Robert Redford. En 1926, dans le Nebraska, un pilote de la Première Guerre mondiale constitue l'attraction des villages en effectuant des prouesses acrobatiques.



21 h 50. A2. Portrait de l'univers. Jean Lallier réalise une émission écologique! Faire feu de tout bois est en effet consacré aux exemples concrets de production d'énergie à partir de végétaux divers. 22 h 35. FR3. Le Cinéma de Minuit présente un très bon film policier de John Huston: Quand la ville dort. L'histoire d'un casse et une peinture de la pègre d'une grande ville américaine où se côtoient hommes d'affaires, policiers, grands et petits gangsters.

Lundi 6 juillet

20 h 30. TF1. Un film de 1938 et un grand classique: Quai des Brumes, de Marcel Carné, avec Jean Gabin et Michèle Morgan.



20 h 35. A2. Question de Temps. Magazine de J.P. Elkabbach et L. Bériot présentant trois séquences :

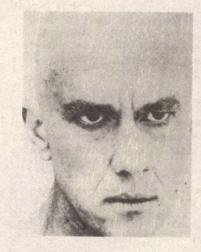
L'ordre de Malte, Sillicon Valley (un reportage sur la « vallée du silicium ») et Les autres Christiane F. sur de toutes jeunes filles se livrant à la prostitution afin de pouvoir payer les doses de drogue qu'elles consomment.

22 h 40. A2. Lire c'est vivre: Flaubert. Cette émission est la première des trois que Pierre Dumayet consacre à

l'auteur de Madame Bovary.

Mardi 7 juillet

20 h 40. A2. Les Dossiers de l'écran sont consacrés à La prémonition. Introduit par un téléfilm américain intitulé Angoisse, il n'est pas besoin d'être Madame Soleil pour penser que le débat qui suivra donnera lieu à bien des divagations...



20 h 30. TF1. Film-reportage d'Arthur Mc Caig, intitulé L'enjeu des partisans et consacré à l'Irlande. Les documents pris sur le vif de l'occupation anglaise qui ensanglante l'Irlande du Nord alternent avec des interviews et des allocutions de leaders nationalistes irlandais. Une émission à ne pas manquer.

Mercredi 8 juillet

20 h 35. 12. Ballets de Maurice Béjart, dont les sujets sont inspirés d'œuvres de Molière: Les plaisirs de l'île enchantée. Successivement Prologue, Le mariage forcé, La princesse d'Elide, Tartuffe.

Jeudi 9 juillet

20 h 30. FR3. Film: La nuit américaine, de Truffaut, avec Jacqueline Bisset. Dans un studio à Nice, un metteur en scène tourne un film. Truffaut incarne son propre personnage et réalise un film sur le cinéma, en nous faisant participer à tous les problèmes aussi bien techniques qu'humains.

21 h 30. TF1. Dans la série Ceux qui se souviennent les Mémoires populaires chantantes et sentimentales des années 25. La vie quotidienne en France à cette époque, au travers des chansons de Fréhel, Yvonne Printemps, Maurice Chevalier...

Vendredi 10 juillet

20 h 30. TF1. Opéra : La Force du Destin, de Giuseppe Verdi, avec Michel Sénéchal, Gabriel Bacquier, etc., sous la direction de Gianfranco Rivoli.

20 h 30. FR3. Le Nouveau Vendredi d'André Sabas, consacre cette émission à La Bataille du Franc. Elle est conçue en deux parties, la première sous forme d'enquête dans le monde de la finance, et la seconde est une confrontation avec les résultats de l'enquête, du ministre des Finances, Jacques Delors.

21 h 40. A2. Bernard Pivot a réuni sur le thème Mémoires et journaux intimes, les écrivains Cavanna et Michel Droit, et les éditeurs Vittorio del Litto (Gallimard) et Maurice Nadeau.

23 h 10. A2. Ciné-club: Une comédie loufoque de Jerry Lewis, avec Jerry Lewis: Le tombeur de ces dames. Un jeune timoré et misogyne trouve un emploi dans une pension de jeunes filles...

FILMI

«Charulata»

Charulata est un film de Satyajit Ray, cinéaste indien, réalisé d'après une nouvelle de Tagore, un poète bengali qui fut couronné par le prix Nobel en 1913.

L'action se déroule à Calcutta à la fin du XIX° siècle dans le milieu de l'intelligentsia indienne. Charulata est la femme de Buphati, un grand bourgeois qui consacre toute son énergie et sa fortune à l'édition de La sentinelle, un petit journal politique porte-parole de la bourgeoisie bengali face à l'Angleterre colonisatrice.

Charulata, délaissée par ce mari qui l'aime pourtant mais qui lui consacre peu de temps, s'ennuie dans sa riche demeure. Femme et bourgeoise, elle est coupée du monde extérieur qu'elle observe au travers de ses jumelles d'opéra. Seule, elle meuble le temps en brodant, en jouant de la musique et en feuilletant des revues littéraires dont elle aime les poésies et les nouvelles. Ainsi, tente-t-elle d'occuper une solitude à laquelle elle ne s'habitue guère, jusqu'à l'arrivée d'Amal, un jeune cousin de Buphati qui va éclairer et transformer la vie de Charulata.

Avec lui, elle va enfin parler, rire, partager son goût pour la poésie et la littérature et surtout découvrir la passion d'aimer et le plaisir d'écrire. C'est un beau portrait, une peinture en finesse et en demiteintes des sentiments de la jeune femme.

Sophie GARGAN



«Cousine, je t'aime»

Mathias, 25 ans, journaliste, divorcé, père d'un petit garçon très dégourdi, retrouve sa jeune cousine Violette dont il tombe amoureux.

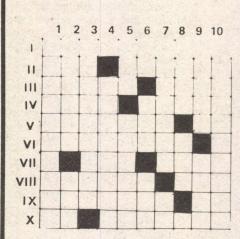
Tout au long du film, le jeune homme, phraseur invétéré, débite continuellement un baratin incongru, un peu à la façon de Woody Allen, et ses grandes tirades lui permettent de se tirer de bien des situations délicates. Petit-bourgeois égocentrique au possible, tourné en ridicule

en particulier par sa cousine Violette très naturelle, elle, Mathias arrive toutefois à être sympathique.

Ce film est une sorte de satire des hommes, de leurs propos et de leurs attitudes envers les femmes. Simple histoire d'amour, son intérêt réside surtout dans le jeu et les monologues de Mathias, même si parfois, ils paraissent un peu longs au spectateur.

Samuel LATAN

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Quel bazar ! II. Certains l'aiment chaud. En marge. III. Fait vivre celui qui ne fait rien. Bases de lancement sur un green. IV. Difficile de prévoir ses réactions. Entre le gigot et la côte. V. Relâcher. Prises de son. VI. Repasser entre les ceps. VII. Pronom mal formé. Robe indienne. VIII. Suit son chemin en tête. Fait un feu. IX. Récipient utilisé pour le transport du beurre fondu. Un peu de sel. X. Préposition. Parfois mouvementées en chambre.

VERTICALEMENT. — 1. Petite fraise. 2. Ce qui reste après la fauche. Thymus. 3. Il est parfois dur de lui résister. 4. Elles sortent du bureau pour se mettre à la disposition de la secrétaire. 5. A déjà servi. Habitation primitive. 6. On le prend pour le jeter aussitôt. Souligne la fidélité du récit. Grecque. 7. Ils nous font voir jaune. C'est dedans. 8. Rivière qui a donné son nom à un petit port du Morbihan. Des champs ou des villes. 9. Donc vrais. Ni blanche, ni à feu, mais une arme quand même! 10. Indispensables.

Solution du problème précédent





«Chambre d'hôtel»

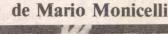
Trois jeunes cinéastes amateurs ont filmé les occupants successifs d'une chambre d'hôtel, à travers le trou d'un mur. Cela donne une série de petites scènes qui auraient pu être scabreuses mais sont, simplement, tragi-comiques. Fiers de leur production, ils proposent alors leur copie à un producteur sur le retour (interprété par Vittorio Gassman) qui n'a que faire de leur « cinémavérité »: il considère lui, le cinéma comme « une usine à rêves » et pas comme un miroir de la vie quotidienne.

Aussi, pour faire un film commercial de ces quelques scènes prises sur le vif, va-t-il réinventer chacune d'entre elles, doubler les voix, ajouter quelques fioritures. Là où tout se complique, c'est qu'il faut non seulement remettre la main sur tous ces acteurs qui s'ignoraient, mais aussi les convaincre de ne pas porter plainte et de s'accepter tels qu'ils se découvrent!

On ne sait plus ce qui est du cinéma, où est la réalité et la fiction. Le réalisateur a voulu, dit-il, « confronter le spectateur à un ensemble de jeux imbriqués les uns dans les autres, à lui de décider quelle réalité vaut la peine d'être vécue ».

A-t-il voulu nous convaincre que la vie est du grand cinéma? En tout cas, c'est assez drôle et l'on ne s'ennuie pas.

Odette DYLAN





«New York 1997»

Nous sommes après la troisième guerre mondiale. La criminalité a pris une telle proportion aux Etats-Unis que le gouvernement a transformé New York en véritable pénitencier. Manhattan est devenue l'Alcatraz de l'an 2000, trois millions de condamnés y sont parqués et se trouvent livrés à eux-mêmes, totalement isolés du reste du monde. A l'intérieur de la ville, des bandes rivales se sont organisées. La plus puissante d'entre elles a pour chef, le « Duke », un Noir redouté de tous et considéré comme le roi de la ville. De ce décor à la limite de l'apocalypse, le réalisateur John Carpenter

tire habilement parti, en nous racontant la plus rocambolesque des histoires. Il imagine en effet qu'à la suite d'un acte terroriste, le président des Etats-Unis est tombé aux mains du « Duke ». Pour sauver le président un seul moyen : envoyer un spécialiste de la pègre. Ce spécialiste, un ancien héros de la troisième guerre mondiale est un bandit sans foi ni loi à qui l'on promet la liberté s'il ramène le président dans les 24 heures ou la mort en cas d'échec.

D'un bout à l'autre du film, on est pris par l'action. Une cascade d'inventions nous plonge dans un autre monde, mais surtout, la ville fantôme qu'est New York, mi-cloaque, mi-coupegorge, où l'action se passe la nuit, crée une atmosphère et un suspense tout à fait étranges.

L'hallucinant Etat-prison qu'est devenu New York rongé par la pègre, étranglé par la police, semble l'image très pessimiste que se fait le réalisateur de l'avenir de l'Amérique. L'humour est loin d'être absent de ce film, notamment lorsqu'il montre l'effarement du président, notable rondouillard, que la trouille paralyse. Un très bon divertissement que ce film d'action futuriste!

Yves MORINIER

«L'œil du témoin»

Un crime a lieu dans l'immeuble où Darryl est gardien de nuit. C'est l'occasion pour lui de faire enfin connaissance avec une journaliste de télévision, Tony, dont il est - en secret bien sûr - amoureux depuis longtemps au point d'enregistrer toutes ses émissions sur magnétoscope!

Dans le cadre d'une intrigue policière embrouillée, le film se résume à une histoire d'amour très romantique et très classique. Mais le jeu des acteurs, la mise en scène et le rythme tiennent en haleine le spectateur jusqu'à la dernière image. L.V.

«Shogun»

Le film raconte l'histoire d'un navigateur anglais qui arrive au Japon au XVIº siècle, en pleine guerre fratricide entre les différents clans féodaux pour l'accession du shogun (maître du Japon). Cette lutte est entretenue par les jésuites qui tirent de substantiels bénéfices du monopole du commerce de la soie entre le Japon et l'Europe.

Le navigateur est anglais et commerçant mais il va s'opposer aux jésuites. Il sera bientôt adopté par un des clans, anobli et fait samouraï.

Ce film de cape et d'épée à la japonaise, version américaine. réunit tous les clichés et lieux communs sur un Japon cruel et sauvage, où règne une féroce brutalité mais aussi une vénérable politesse!

Yves MORINIER

«Pétrole! Pétrole!»

Il s'agit d'une grosse farce, bien lourde, qui prend pour cible un émir du pétrole et le P-DG d'une importante compagnie pétrolière. Le premier est préoccupé par la nécessité de retrouver sa fille, faute de quoi il devra laisser sa place à un rival. Quant au second, il est aux prises avec un concurrent, petit mais dynamique, qui lui rafle tous ses marchés.

Les gags sont énormes, souvent complètement loufoques, et rarement originaux. De temps en temps, on se surprend à sourire, mais c'est surtout à cause du jeu de Jean-Pierre Marielle et Bernard Blier.

Claude CHARVET

Sélection dans les salles parisiennes •

DES FILMS RÉCENTS

CHICANOS. de J. Freedman.

Un film sur le trafic de l'immigration des ouvriers mexicains aux Etats-Unis mené à la manière d'un bon

Rex 2e. Ermitage 8e (vo). Normandie 8e (vo). Maxeville 9e. UGC Gare de Lyon 12e. Miramar 14e. Paramount Montmartre 18e.

LE GUEPIOT.

de J. Pilissy.

Une fillette, à la suite du divorce de ses parents, connaît les brimades d'une pension religieuse. Un film où se mêlent l'émotion et l'humour. UGC Opéra 2º. Marbeuf 8º. Montparnos 14e.

LES UNS ET LES AUTRES. de Claude Lelouch.

Une grande fresque qui évoque l'histoire des 40 dernières années à travers la vie de plusieurs générations. Trois heures de spectacle fort agréable.

Forum Cinéma 1er. Paramount Marivaux 2e. Paramount Odéon 6e. Paramount City Triomphe 8°. Publicis Elysée, 8e. Publicis Matignon 8°. Paramount Opéra 9°. Paramount Bastille 12e. Paramount Galaxie 13°. Paramount Montparnasse 14°. Paramount Orléans 14°. Saint-Charles Convention 15°. Passy 16°. Paramount Maillot 17°. Tourelles 20°

EXCALIBUR.

La légende celtique à la gloire des chevaliers de la Table ronde et du roi Arthur. Des images magnifiques qui nous mettent sous le charme des chevaliers et de leurs aventures extraordinaires.

Gaumont les Halles 1er (vo) Hautefeuille 6e (vo).Gaumont Champs-Elysées 8º (vo). Français 9°. Gaumont Sud 14°. Montparnasse Pathé 14°. Wepler 18°. Gambetta 20°.

TROIS FRÈRES. de Francesco Rosi.

Trois frères retournent à la ferme natale, dans l'Italie du Sud. Une vision de la société italienne et de ses problèmes à travers l'évocation de la vie de chacun d'eux

Gaumont les Halles 1er (vo). Impérial 2º. Studio de la Harpe 5° (vo). Hautefeuille 6° (vo). Montparnasse 83 6e (vo). Pagode 7e (vo). Elysées Lincoln 8e (vo). Saint-Lazare Pasquier 8°. 14 Juillet 15° (vo). PLM Saint-Jacques 14° (vo).

ELEPHANT MAN. de D. Lynch.

L'histoire véridique de John Merrick, être difforme, monstrueux, dans l'Angleterre victorienne.

Capri 2º. UGC Opéra 2º. Quintette 5e (vo). Montparnasse Pathé 14°. Gaumont Ambassade 8e (vo).

LE POLICEMAN.

Une évocation du Bronx, quartier pauvre de New York, à travers l'affrontement entre un policier pris de scrupules et ses supérieurs.

Gaumont les Halles 1er (vo). Berlitz 2e. Capri 2e. Quintette 5e (vo). Montparnasse 83 6e. Marignan 8° (vo). Nation 12°. Fauvette 13°. Sept Parnassiens 14e (vo). Convention 15e. Victor Hugo 16°. Clichy Pathé 18e.

POUR RIRE

THE BLUES BROTHERS. de J. Landis.

Une comédie loufoque et désopilante rythmée par des airs de jazz. Luxembourg 6° (vo). Calypso

CERTAINS L'AIMENT CHAUD.

de B. Wilder.

17e (vo).

Deux musiciens, poursuivis par des gangsters, se travestissent et s'engagent dans un orchestre féminin. D'où une suite de gags.. Champo 5e (vo).

HELLZAPOPPIN.

de H.C. Potter.

Une histoire tout à fait loufoque et absurde dans les studios d'une compagnie cinématographique. Un grand classique du genre. Action Ecole 5° (vo).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

Du rire pendant 1 h 30. A ne pas manquer.

Paramount Marivaux 2e. Point Show 8e (vo).

DES REPRISES A NE PAS MANQUER SI **VOUS NE LES AVEZ PAS VUES**

L'HOMME DE MARBRE. d'A. Wajda.

L'histoire d'un ouvrier modèle « stakhanoviste » dans les années 1950 en Pologne, et qui finit par refuser de remplir le rôle qu'on lui demande de jouer. Le film se termine devant la grille du

chantier naval de Gdansk, rappelle la répression de la grève des chantiers de 1970. Studio Ursuline 5e (vo).

LA BATAILLE D'ALGER.

Chronique de cet épisode de la guerre d'Algérie. Avec Yacef Saadi, le responsable FNL de la Casbah d'Alger dans son propre rôle. La gauche était au pouvoir, et les paras de Massu et Bigeard faisaient la loi à Alger.

Daumesnil 12e.

de H. Ashby.

Le retour de soldats américains ayant combattu au Vietnam. Un réquisitoire accablant contre la guerre. A voir. Châtelet Victoria 1er (vo).

CITIZEN KANE. d'Orson Wells.

L'ascension impitoyable d'un magnat de la presse américain.

Olympic 6e (vo).

VIVA ZAPATA.

d'E. Kazan.

La vie d'Emiliano Zapata, jeune paysan mexicain qui fit partie des chefs de la révolution mexicaine déclenchée en 1910.

Templiers 3e (vo).

LES ÉLECTIONS A QUI PERD GAGNE

Au terme de quatre longs mois de campagne électorale les élections du 30 juin ont donné une courte tête d'avance au Parti Travailliste de Shimon Pérès qui avec ses 49 députés devance d'un siège son concurrent du Likhoud, Menahem Begin, qui n'aura que 48 députés. Le Parti Travailliste progresse nettement, lui qui obtient 17 députés de plus qu'aux dernières élections de 1977, mais le Likhoud gagne de son côté 6 députés. C'est donc au détriment des petites formations (il y avait 36 listes au total) que les deux plus grandes formations ont progressé. Cela peut s'expliquer par le fait que nombre d'électeurs ont déserté les petites formations pour voter « utile » en ralliant un des deux grands partis, car le scrutin s'annonçait très serré et il n'y avait qu'un tour pour désigner les députés, élus à la proportionnelle simple, à l'échelle du pays.

La progression somme toute plus faible de Begin, l'homme au pouvoir ces quatre dernières années, que celle de son concurrent est la traduction électorale du mécontentement d'une large partie de la population notamment contre les hausses vertigineuses de prix, mécontentement qui avait d'ailleurs obligé Begin à dissoudre le Parlement avant le terme légal.

Cependant quoique vainqueur d'un point sur son concurrent, le Parti Travailliste n'a quasi aucune chance de former le nouveau gouvernement. Ni l'un ni l'autre des deux grands partis n'a à lui seul le nombre de sièges suffisants pour disposer de la majorité au Parlement qui vient d'être élu (il faut pour cela disposer de plus de soixante sièges). Aussi tractations et négociations sont allées bon train

depuis mardi soir, dont semble-til Begin est sorti vainqueur, lui, qui annonce avoir reçu le soutien de divers partis religieux de droite qui lui assureront la douzaine de députés qui lui manquent. Il disposerait donc d'une majorité de deux voix au Parlement.

La première constatation qui s'impose à l'issue de ces élections est donc que le résultat de cette mécanique parlementaire fait que Begin, même avec moins de voix que son concurrent, se retrouve à gouverner. Et cela pourtant avec le mode de scrutin le plus démocratique qui soit. Ce qui montre toutes les limites de cette démocratie parlementaire, si propice aux manœuvres et marchandages de toute sorte.



Mais au-delà de la mécanique parlementaire, ces élections sont significatives d'une chose : l'impact de la politique nationaliste sur la population israé-

Begin, lui dont le gouvernement a failli sombrer à plusieurs reprises sous les scandales et la

corruption, lui qui est responsable de la récente dégradation des conditions de vie de la population israélienne, a cependant réussi à remonter le courant. Et cela parce qu'il a su jouer sur la fibre nationaliste.

Begin savait qu'il pouvait jouer sur cette corde, d'autant plus que les travaillistes en face de lui en jouaient eux aussi. Et sur ce terrain-là Begin pouvait jouer gagnant, car il était dans la place. C'est ainsi que le bombardement de Tamuz, que ne lui ont d'ailleurs pas reproché ses adversaires, s'est avéré une opération efficace sur le plan électoral.

Ces élections reflètent donc au fond, la situation du peuple israélien acceptant le chantage de la politique de ses dirigeants. Le danger extérieur, quitte à le créer quand il n'existe pas, devient l'argument suprême,

celui au nom duquel il faut passer l'éponge sur tous les problèmes intérieurs.

Cette politique sioniste consiste à s'attaquer aux populations arabes, mais elle retombe aussi sur le peuple israélien qu'elle condamne à vivre sur un pied de guerre permanent, comme dans un camp retranché, et à accepter la politique de ses dirigeants.

Guy FICHET

BEGIN OU PÉRÈS : UNE MÊME POLITIQUE SIONISTE

S'il reste Premier ministre, Menahem Begin va donc pouvoir poursuivre la politique qu'il a menée jusqu'à présent, celle d'ailleurs qu'aurait problablement menée, à quelques nuances près, le travailliste Shimon Pérès.

En 1977, c'est à l'issue d'élections anticipées auxquelles les travaillistes avaient été contraints, tant leur politique avait soulevé de mécontentement au sein de la population israélienne, que le Likoud accéda au gouvernement et Begin au poste de Premier ministre; non pas pour mener une politique nouvelle, mais pour poursuivre la même que celle de leurs prédécesseurs travaillistes qui cèdaient la place, usés par trente années au gouvernement.

Ainsi, le premier geste qu'effectua Begin à peine nommé Premier ministre, fut d'aller saluer les colons du Gouch Emounim, mouvement ultra-nationaliste, qui s'étaient installés d'autorité près de Naplouse, en Cisjordanie. Pour lui, comme pour ses prédécesseurs, il n'était pas question de revenir sur la politique sioniste d'annexions et la Cisjordanie était considérée d'emblée, comme partie intégrante d'Israël.

Palestiniens chassés de leurs terres, colons juifs s'installant jusqu'au cœur des villes arabes comme à Hébron, les quatre années écoulées du gouvernement Begin ont été marquées par l'accélération des implantations juives en Cisjordanie qui porte aujourd'hui, leur nombre à 80. Face à la résistance de la population palestinienne, le gouvernement Begin usa de la même répression. Et en mai 1980 pour briser la révolte des Palestiniens contre la multiplication des colonies juives, l'armée israélienne devait occuper l'ensemble des territoires conquis par les guerres de 1967 et 1973.

De même, vis-à-vis des Etats arabes, les travaillistes avaient inauguré la politique d'intervention armée au Liban en particulier, politique poursuivie par Begin avec d'ailleurs

l'approbation de Shimon Pérès comme en mai 1978, au moment de l'occupation armée du Sud-Liban. Et si Begin accepta en septembre 1978, sous l'égide des Etats-Unis, les négociations de Camp David avec l'Egypte, celles-ci s'inscrivaient aussi dans la politique d'Israël visant à isoler toujours plus les Palestiniens.

Cet état de guerre permanent auquel la politique sioniste des gouvernements successifs ont conduit Israël pèse de plus en plus lourdement sur la population israélienne. A l'heure actuelle, le budget militaire représente 65 % de l'ensemble du budget de l'Etat tandis que les salaires réels ont baissé en 1980 de 9 %, le niveau de vie de 5 % et que 62 000 familles sont recensées comme vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

Tel est le bilan pour la population israélienne de la politique menée par ses gouvernements, qu'ils se revendiquent du parti de Shimon Pérès ou de Menahem Begin.

G.F.

IRAN :-

Après les attentats

encore inconnue à ce jour de l'attentat qui, en Iran, a fait soixante-douze morts parmi les dirigeants du Parti Républicain Islamique au pouvoir et parmi les membres du gouvernement, cet acte terroriste ne semble pas avoir sérieusement ébranlé le pouvoir.

Des centaines de milliers de personnes, en particulier parmi la population pauvre, sont une fois de plus descendues dans la rue à l'occasion des cérémonies d'enterrement et ont ainsi montré leur soutien au régime en place.

Aujourd'hui Khomeiny accuse les Moudjahidins du Peuple — une organisation

Quelle que soit l'origine, d'opposition qui se définit tion de guerre civile tantôt nouveau régime et l'impéria- l'impérialisme, ils le livrent comme à gauche du régime d'être à l'origine de l'attentat. Mais il est impossible de dire si Khomeiny a raison ou s'il se saisit de ce prétexte pour briser ce mouvement d'opposition. Par ailleurs, plusieurs groupes revendiquent cet attentat. Mais là encore ces déclarations ne prouvent rien tant il est vrai que de nombreuses organisations d'opposition peuvent avoir intérêt à se déclarer capables d'un acte terroriste aussi réussi.

Mais d'où qu'il provienne, cet attentat souligne à la fois par son ampleur et par le fait qu'il s'inscrit dans une suite d'actions terroristes, la situaouverte, tantôt larvée, qui existe en Iran. Dans ces conditions il est bien certain que les hommes au pouvoir ont toutes les chances d'être crédibles quand ils affirment qu'ils n'ont d'autre solution que de recourir à la terreur pour tenir et quand ils font appel à la solidarité de la population.

Cet appui populaire, dont le régime semble encore bénéficier plus de deux ans après le mouvement qui a renversé le pouvoir détesté du shah, s'explique d'ailleurs. Car fondamentalement toutes les crises qui ont secoué le régime iranien depuis lors ont été marquées par l'opposition entre le

lisme américain. Et si aujourd'hui Khomeiny et son équipe, malgré les innombrables difficultés économiques et malgré la misère, continuent de bénéficier d'une large confiance dans la population, c'est justement parce qu'ils apparaissent toujours comme les représentants de ceux qui sont hostiles à un retour en arrière. C'est parce qu'ils continuent d'apparaître comme ceux qui, contre vents et marées, malgré la guerre avec l'Irak, malgré les pressions de l'impérialisme et malgré l'opposition de l'armée, tiennent ferme le gouvernail.

Bien sûr ce combat, nationaliste, qu'ils mènent contre

avec les méthodes et les moyens d'une hiérarchie religieuse moyenâgeuse et réactionnaire. Ils le mènent er s'efforçant de briser tous ceux qui s'opposent à leur politique : et pas seulement ceux qui s'opposent à ses aspects antiimpérialistes mais aussi ceux qui s'opposent à ses aspects réactionnaires comme on le voit aujourd'hui. Mais si ces méthodes et ces moyens marquent les limites de ce régime, elles n'ont pas pour autant coupé ce dernier de la grande partie de la population pauvre qui se sent représentée par lui.

Roger MEYNIER